

NOTE DE CONJONCTURE SOCIÉTALE

DÉBUT 2015 : UN NOUVEL ELAN

CONFIDENTIEL

Document réservé aux souscripteurs du système d'enquête
« Conditions de vie et aspirations »

Emilie Daudey, Nelly Guisse, Sandra Hoibian, Jörg Müller

142, rue du Chevaleret
75013 PARIS

Tél. 01 40 77 85 32
Fax 01 40 77 85 09



Table des matières

PRINCIPAUX RESULTATS	3
I. SITUATION ECONOMIQUE : L'ETAU SE DESSERRE.....	5
1. Le moral économique des Français s'améliore	5
2. Les espoirs de la population convergent avec les indicateurs économiques	10
II. UN CONTEXTE QUI NOURRIT DE NOUVELLES PREOCCUPATIONS	12
1. La crainte du chômage s'éloigne un peu	12
2. Montée des craintes de tensions internationales et de risques de guerre... ..	14
3. ...mais qui n'atteint pas les niveaux passés	16
4. Après les attentats de janvier 2015, le sentiment d'insécurité augmente	17
5. Après les attentats, les Français accordent davantage d'importance au vivre ensemble et à la vie politique	20
6. Le temps libre et la détente sont également plus valorisés	25
III. PRESERVER LA STABILITE D'UNE SOCIETE MENACEE	28
1. Les Français se montrent moins radicaux.....	28
2. Les attentats temporisent la demande de changement	30
3. Malgré un regain de confiance dans le personnel politique, la légitimité des élites reste largement questionnée	32
IV. RETOUR DE LA COMPASSION, MAIS PAS DU SOUHAI D'INTERVENTION PUBLIQUE.....	36
1. L'idée selon laquelle les plus pauvres sont responsables de leur situation recule	36
2. La crainte de « l'assistanat » est moins forte.....	39
3. La demande d'action des pouvoirs publics envers les plus démunis n'augmente pas pour autant.....	40
4. Dans un contexte où un Français sur deux valorise une forme de libéralisme économique	42
V. POURSUITE DU CHEMIN VERS PLUS DE LIBERTE INDIVIDUELLE	43
1. La famille : toujours centrale mais plus prédominante	43
2. La conciliation vie de famille – vie professionnelle : une nécessité pour les femmes, un idéal pour les hommes.....	44
3. L'approbation des droits accordés aux couples de même sexe progresse	46
VI. LA CONFIANCE EN MUTATION	48
1. Les Français font confiance aux associations, aux organismes de protection sociale et aux entreprises.....	48
2. Les ressorts de la confiance	50
3. Des mécanismes de confiance renouvelés chez les jeunes générations	51
ANNEXE 1 : LES PREOCCUPATIONS DES FRANÇAIS A TRAVERS LE TEMPS	53
ANNEXE 2 : L'ESPACE DES OPINIONS.....	54

Principaux résultats

L'année 2015 est marquée par de nombreux mouvements d'opinion.

1. **La reprise semble proche** : les ménages reprennent espoir dans l'amélioration de leurs conditions de vie, ils ont moins le sentiment de devoir se serrer la ceinture, se montrent moins inquiets vis-à-vis du chômage et de la pauvreté même si l'emploi reste en tête de leurs préoccupations.
2. **Les préoccupations pour les tensions internationales, les risques de guerre, les inquiétudes vis-à-vis de l'immigration** progressent. Ces mouvements étaient déjà marqués avant la survenue des attentats du début janvier 2015. Les attentats ne nourrissent pas particulièrement le sentiment de repli identitaire dont la progression était déjà à l'œuvre avant le début 2015.
3. **En revanche, les attentats accentuent fortement le sentiment d'insécurité** dans la vie quotidienne.
4. Ils **tempèrent également le souhait de changement radical** de la société française, ainsi que le rejet du gouvernement et du personnel politique, qui jouissent d'un regain de confiance. Une analyse spécifique conduite cette année montre que le rejet des élites et des modes de représentation démocratiques est au cœur de la montée du radicalisme ces dernières années, bien avant les questions économiques liées à l'emploi.
5. Les Français se montrent un peu **plus compatissants envers les plus démunis** et la stigmatisation de « l'assistanat » est moins forte, sans que ce mouvement ne s'assortisse d'une plus forte demande d'intervention des pouvoirs publics. Le focus réalisé cette année montre des opinions très différentes selon que l'on parle de l'Etat (ou du gouvernement) qui jouit d'une piètre image dans l'opinion, ou des organismes de protection sociale qui sont, quant à eux, crédités d'une image bien meilleure.
6. Le **libéralisme économique** a le vent en poupe, et la population soutient chaque année davantage la liberté d'entreprendre et la mondialisation.

La note de conjoncture sociétale du CRÉDOC est élaborée à partir de l'enquête annuelle « Conditions de vie et aspirations », réalisée en face-à-face auprès d'un échantillon représentatif de la population française comprenant 2000 personnes (méthode des quotas). Les analyses portent en particulier sur les résultats de la vague du début 2015, mais aussi sur l'ensemble des vagues d'enquêtes réalisées chaque année depuis 1979. C'est un outil d'analyse privilégié de la conjoncture et des grandes tendances sociétales qui se dégagent sur longue période.

7. **Les loisirs et le temps libre** semblent plus importants, à la fois en liaison avec une légère amélioration économique et également comme si la survenue des évènements dramatiques de début janvier 2015 invitaient nos concitoyens à revisiter leurs priorités de vie.
8. Le **désir de mener sa vie comme on l'entend** et de jouir d'une liberté dans ses choix est toujours une donnée montante de notre société. Les crispations que l'on a pu observer lors des années récentes (autour du Mariage pour tous par exemple) n'entravent pas ce désir profond qu'ont les Français de vivre librement leur vie. Les représentations liées aux sexes évoluent sensiblement, notamment chez les **hommes** qui prêtent une attention grandissante à leur vie familiale.
9. Le souhait de liberté individuelle, le soutien au libéralisme économique, conjugué au rejet des institutions particulièrement marqué **chez les jeunes** les portent à renouveler les mécanismes de la confiance qu'ils accordent beaucoup plus aisément que leurs aînés aux acteurs du secteur privé ou associatif, et surtout à **leurs pairs**, venant ainsi soutenir le développement d'un nouveau modèle de société plus **collaboratif**.

L'effet des attentats de début janvier 2015

Le 7, 8 et 9 janvier 2015, des attaques terroristes contre le journal satirique *Charlie Hebdo*, l'assassinat d'une policière à Montrouge et la prise d'otage sanglante au supermarché *Hyper Cacher* de la porte de Vincennes ont bouleversé l'opinion. Les attentats sont intervenus lors du déroulement du terrain de l'enquête « Conditions de vie et aspirations ». Sur les 2 000 interviews en face à face, 1 000 ont été réalisées avant les attaques de Charlie Hebdo et 1 000 après, ce qui permet de comparer les résultats avant et après et de jauger « l'effet des attentats de Paris » à chaud.

Note méthodologique : un redressement des données a été effectué sur les deux échantillons (avant/ après attentats) sur les principaux critères sociodémographiques (âge, sexe, lieu de résidence, catégorie socio-professionnelle) pour s'assurer que ces deux sous-échantillons étaient bien, chacun, représentatifs de la société française.

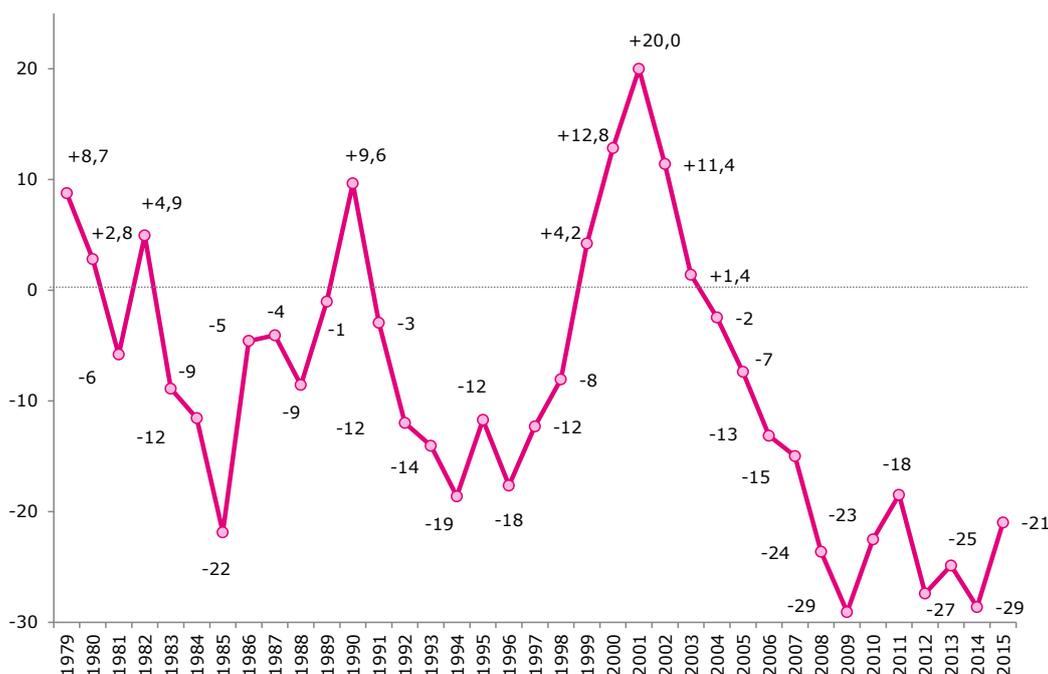
I. Situation économique : l'état se desserre

1. Le moral économique des Français s'améliore

L'année 2014 avait été marquée par un record de pessimisme sur le plan économique. Tous les indicateurs étaient au rouge : restrictions budgétaires, perspectives d'avenir, crainte du chômage, la population voyait l'avenir sous un jour sombre. L'indicateur global de moral économique du CRÉDOC— qui mesure le solde des opinions positives et négatives quant à l'appréciation de son niveau de vie passé et à venir — atteignait un niveau encore plus bas que celui atteint au lendemain de la crise économique de 2008. Cette année, bien qu'à un niveau toujours faible, le moral des ménages sort des limbes pour **retrouver le niveau de 2010**.

Graphique 1 – Rebond du moral économique des ménages

Indicateur résumé du moral de la population*



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

* L'indicateur résumé du moral de la population est la moyenne arithmétique des deux indices suivants : évolution passée du niveau de vie personnel (solde des opinions positives et négatives) et perspectives d'évolution des conditions de vie personnelles (solde des opinions positives et négatives).

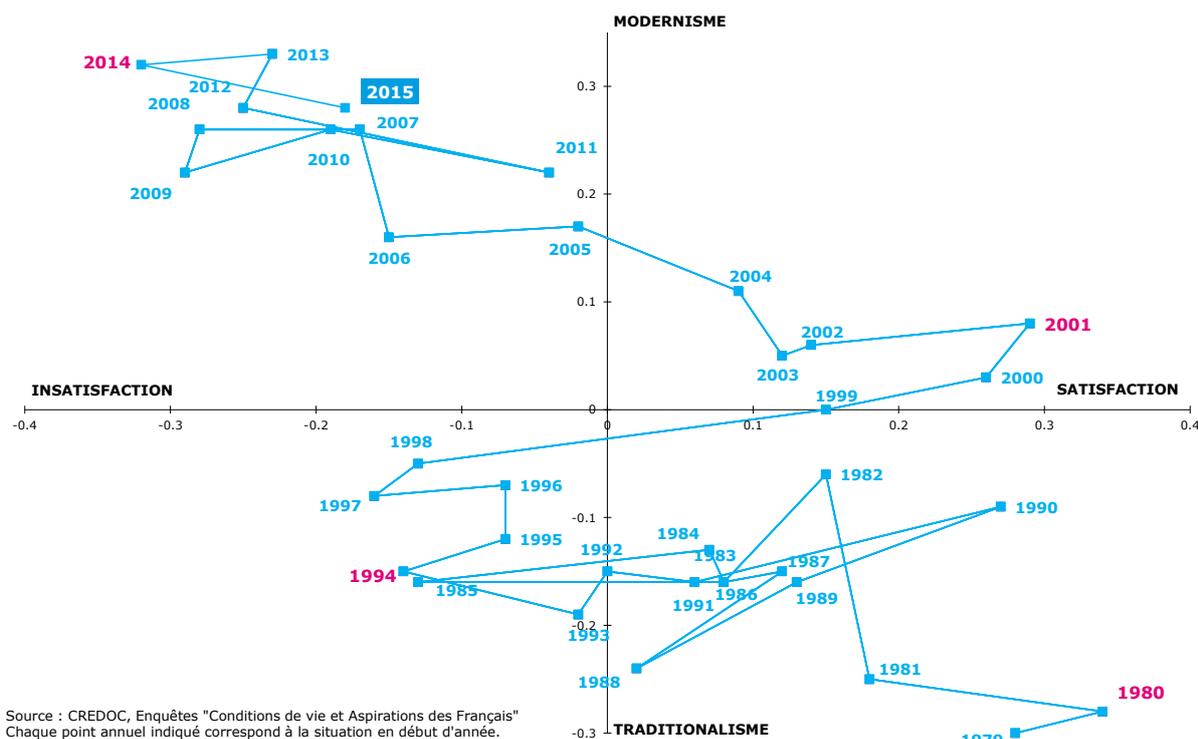
Autre vision très générale de la situation de l'ensemble de la population française en ce début 2015, l'Espace Général des Opinions des Français du CRÉDOC permet de synthétiser l'état d'esprit de nos concitoyens. Cet espace est réalisé à partir d'une vingtaine de questions posées à l'identique au cours des 37 dernières années¹ et intègre,

¹ Voir en annexe page 56 pour le détail de la construction de l'espace des opinions des Français.

outre les questions de moral économique, d'autres indicateurs de satisfaction très divers : opinions sur le cadre de vie quotidien, capacité à assumer ses dépenses de logement, satisfaction vis-à-vis de son état de santé personnel, et de très nombreuses opinions concernant la place de la famille, le travail des femmes, le rôle des découvertes scientifiques, etc. Seize variables actives contribuent donc à la construction de « l'Espace Général des Opinions des Français »². Cette caractérisation de la population française au cours des trois dernières décennies met en évidence quatre zones d'opinions très marquées - qui correspondent à quatre quadrants du plan factoriel - délimités par deux axes : l'axe de « satisfaction/insatisfaction » d'une part, et l'axe de « modernisme / traditionalisme » d'autre part. L'emplacement de 2015 sur cet espace montre lui aussi une **éclaircie générale du niveau de satisfaction** (illustrée par un déplacement du point vers la droite).

Graphique 2 - L'évolution des opinions des Français de 1979 à 2015

(Projection de la variable "année d'enquête")



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Petit retour en arrière, rappelons que les **années 80 étaient marquées par un relatif optimisme** : nombreux pensaient que leur niveau de vie personnel et celui de l'ensemble des Français allaient mieux depuis dix ans et que leurs conditions de vie

² Il s'agit du premier plan factoriel de l'analyse des correspondances multiples réalisée. Cette analyse porte sur plus de 74 000 individus (trente-sept vagues d'enquêtes).

personnelles allaient rester semblables ou s'améliorer dans les cinq années à venir. Les Français n'avaient pas le sentiment de s'imposer particulièrement de restrictions ; les dépenses de logement ne constituaient pas un problème à leurs yeux. Ils ne pensaient pas que la société française avait besoin de se réformer et estimaient que la justice fonctionnait bien dans notre pays. En bas à gauche de la carte, on repère très clairement les **années noires du milieu des années 1990**, dans le sillage de la crise économique de 1993. La remontée du moral des ménages à partir de 1998 est spectaculaire : entre 1998 et 1999, l'opinion bascule radicalement de l'insatisfaction à la satisfaction, suivies par la **période dorée des années de croissance Internet**. On visualise sur la carte la **« descente aux enfers » intervenue depuis 2001**. Les années **2007 à 2014 resteront les années les plus désastreuses** pour le moral de nos concitoyens depuis trente ans, les records précédents de mécontentement ayant largement été franchis. Finalement **2015 reste dans une zone extrêmement défavorable**, mais le revirement par rapport à 2014 est incontestable et ramène nos concitoyens dans une situation **proche de 2007, avant crise**.

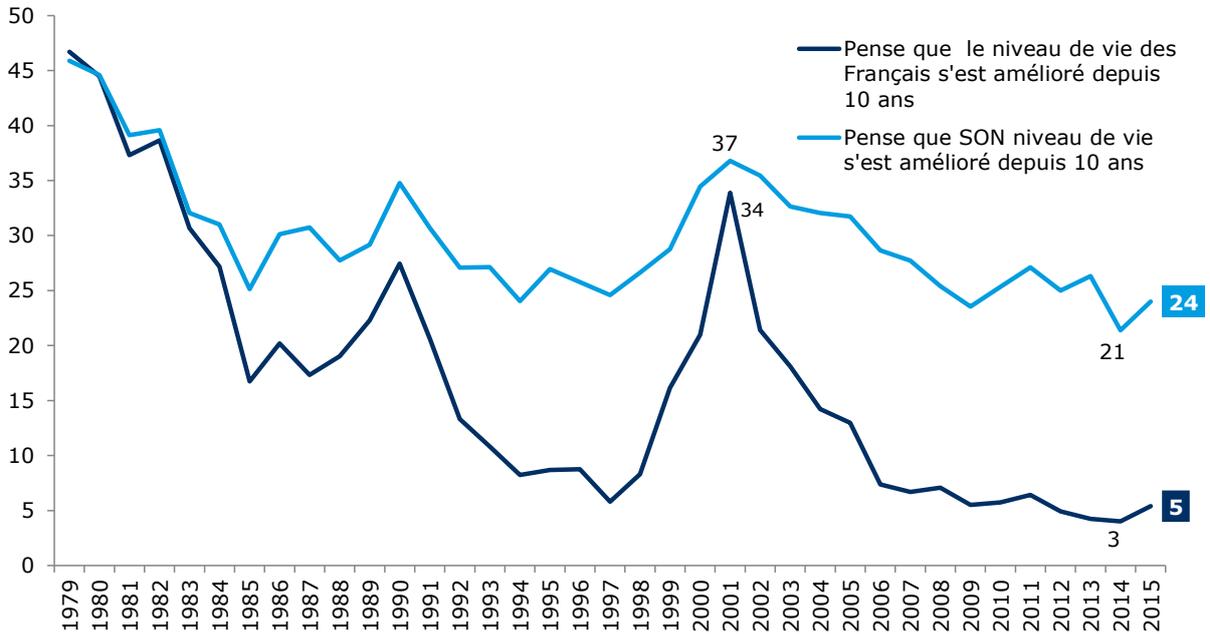
Cette année, l'amélioration du moral économique de nos concitoyens est patente dans plusieurs domaines :

- Une part croissante de Français pense que **son niveau de vie s'est amélioré** depuis 10 ans (Graphique 3) : +3 points par rapport à 2014
- Une part plus faible mais en progression (+2 points) de la population pense que **le niveau de vie de l'ensemble des Français s'est amélioré depuis 10 ans** (Graphique 3) et la part de ceux estimant que le niveau de vie s'est beaucoup détérioré enregistre quant à lui un recul de -6 points.
- Les perspectives d'avenir, c'est-à-dire les **anticipations de nos concitoyens sur leurs conditions de vie dans cinq ans, s'améliorent** cette année, passant de 21% à 25%, soit +4 points (Graphique 4), sans pour autant regagner l'optimisme du début des années 1990 (41% d'optimistes) ou de 2001 (43%).

Notons toutefois que depuis quelques années on observait une **déconnexion de plus en plus grande** entre le regard porté par les Français sur leurs propres conditions de vie et l'opinion à l'égard de la société dans son ensemble. Le nouvel élan constaté cette année semble n'avoir pas inversé cette tendance.

Graphique 3 – Un regard plus positif sur l'évolution du niveau de vie

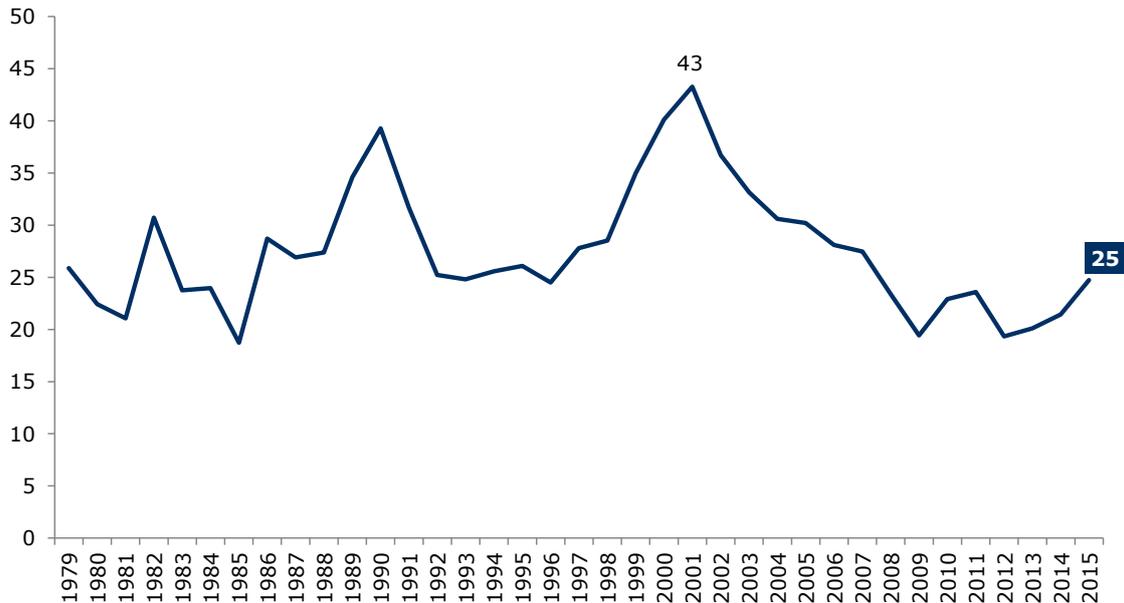
-Proportion de la population, en %-



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Graphique 4 – Un quart des Français anticipent une l'amélioration de leurs conditions de vie dans 5 ans

-Proportion de la population pensant que ses conditions de vie vont s'améliorer au cours des 5 prochaines années, en %-

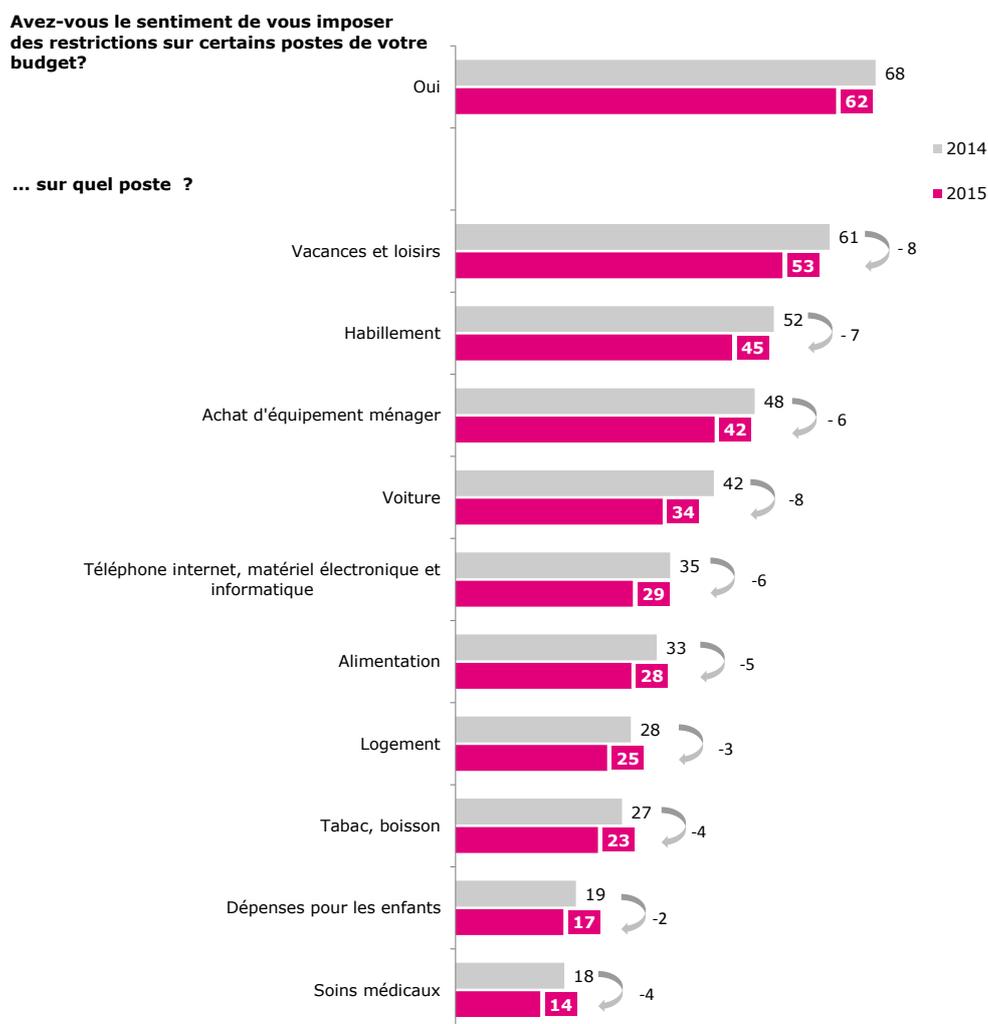


Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Les Français ont moins le sentiment de devoir se serrer la ceinture cette année : en 2015, ils sont 62% à déclarer devoir s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget, contre 68% en 2014 (-6 points). Et ce **relâchement des contraintes** se fait ressentir sur presque la totalité des postes de dépenses cette année. Plus de la moitié de nos concitoyens se limitent toujours dans leurs dépenses de **vacances et loisirs**, mais nettement moins que l'année dernière (62%, -8 points). En outre, certainement grâce à la baisse notable du prix de l'essence depuis l'été 2014, le sentiment de restriction sur les dépenses liées à la **voiture** a chuté cette année de -8 points. Et les autres postes suivent le pas : **habillement** (-7 points), **téléphonie et internet** (-6 points), achat d'**équipement ménager** (-6 points), **alimentation** (-5 points), **soins médicaux** (-4 points), etc.

Graphique 5 – Des sentiments de restrictions un peu amoindries

« Êtes-vous obligé de vous imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget? » ... Si oui, sur quel poste de votre budget ? (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Les évènements survenus la deuxième semaine de janvier ont eu un faible impact sur le moral économique de la population : ils auraient pu plonger le moral des Français vers plus de pessimisme, ou au contraire pousser les consommateurs vers une consommation consolatoire. Il semble que les ménages soient restés sur la même lancée d'une légère réduction des inquiétudes économiques, déjà amorcée avant les attentats.

Tableau 1 – Le moral économique avant et après les attentats de Janvier
-en %-

Proportion de la population qui...	Avant	Après	Différence
...estime que, depuis 10 ans, son niveau de vie s'est amélioré	23	25	+2
...estime que, depuis 10 ans, le niveau de vie des Français s'est amélioré	4	6	+2
...pense que ses conditions de vie vont s'améliorer au cours des 5 prochaines années	23	26	+3
...s'impose des restrictions sur son budget	61	62	+1
...se dit inquiet du chômage pour lui-même ou ses proches	78	77	-1

Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

2. Les espoirs de la population convergent avec les indicateurs économiques

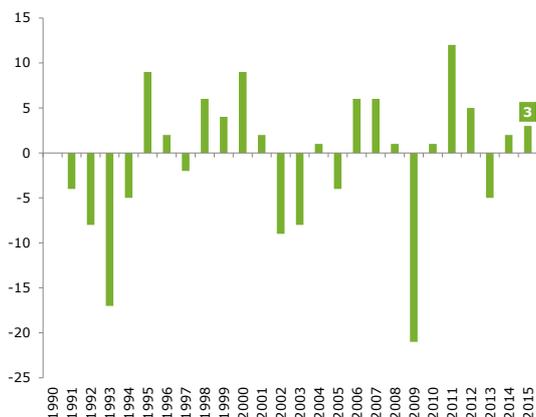
Si les Français montrent les signes d'un nouvel élan, en ce début d'année 2015, ce n'est pas un hasard. L'économie montre de nombreux **signes de reprise**³, même si ils n'ont pas encore porté leurs fruits : un commerce mondial plus dynamique, une baisse de l'euro qui permet de soutenir les exportations, une reprise de la consommation et de l'investissement dans la zone euro, une forte augmentation du taux de marge des entreprises, ainsi qu'une amélioration du climat des affaires.

³ INSEE, Note de conjoncture, décembre 2014, http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys_conj/archives/dec-2014-ve.pdf

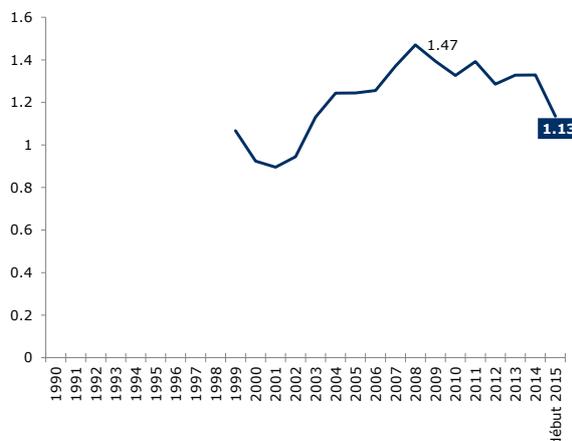
Graphique 6 - Indicateurs économiques (1)

Investissement dans l'industrie

Évolution de l'investissement en valeur dans l'industrie manufacturière (en%)



Cours de l'Euro par rapport au Dollar US - Moyenne mensuelle depuis 1999



Source : INSEE

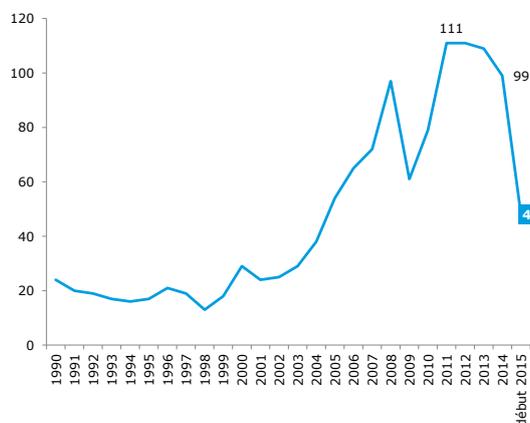
Source : CRÉDOC, à partir des données INSEE

Note : les chiffres pour 2014 et 2015 sont des prévisions

L'INSEE note aussi le redressement du **pouvoir d'achat** des ménages, qui après avoir nettement baissé depuis 4 ans reviendrait en 2015 au niveau de 2010 dû en partie à une forte **baisse du prix du baril de pétrole** (-52% depuis 1 an). Cette baisse, outre le fait d'améliorer les marges des entreprises, se répercute sur le prix de l'essence à la pompe et redonne du souffle à la consommation. La hausse est rapide et compense la chute inédite du pouvoir d'achat qui s'était produite en 2011-2013 après une période de croissance quasi continue (1997-2008) puis de stagnation.

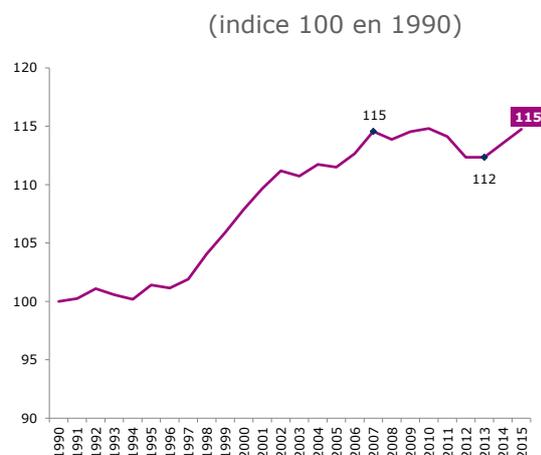
Graphique 7 - Indicateurs économiques (2)

Historique du cours du Brent, en dollar le baril



Source : Reuters / DGEC

Pouvoir d'achat des ménages (indice 100 en 1990)



Source : INSEE

Note : les données pour 2015 sont des prévisions INSEE

II. Un contexte qui nourrit de nouvelles préoccupations

1. La crainte du chômage s'éloigne un peu

Manifestation supplémentaire du retour à l'optimisme des Français, **la crainte du chômage pour soi-même ou ses proches reste élevée mais est en recul** cette année : le pourcentage d'individus très inquiets diminue de -7 points, passant de 53% à 46%.

Graphique 8 – La crainte du chômage en légère baisse

« On éprouve parfois de l'inquiétude pour soi-même ou pour des proches. Pouvez-vous me dire si les risques suivants vous inquiètent ? Le chômage. »



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Pour autant, les Français ne sont **pas plus optimistes sur le niveau de chômage à venir** : 68% de nos concitoyens pensent que le nombre de chômeurs va encore augmenter pendant des années, soit un niveau encore supérieur à celui de 2014. D'ailleurs, cette anticipation reflète bien la conjoncture : malgré les signes d'une reprise économique, celle-ci est encore **balbutiante** et ne devrait pas permettre d'inverser la courbe du chômage à court terme : le taux de chômage prévu pour mi-2015 est de 10,6% soit un niveau un peu supérieur à 2014⁴. Si le chômage arrive moins haut cette année dans les préoccupations de nos concitoyens, c'est certainement en liaison avec la **montée d'autres préoccupations**, comme nous allons le voir.

⁴ Prédiction INSEE, op.cit.

Graphique 9 – La courbe du chômage toujours en hausse

-Taux de chômage au sens du BIT, en %-

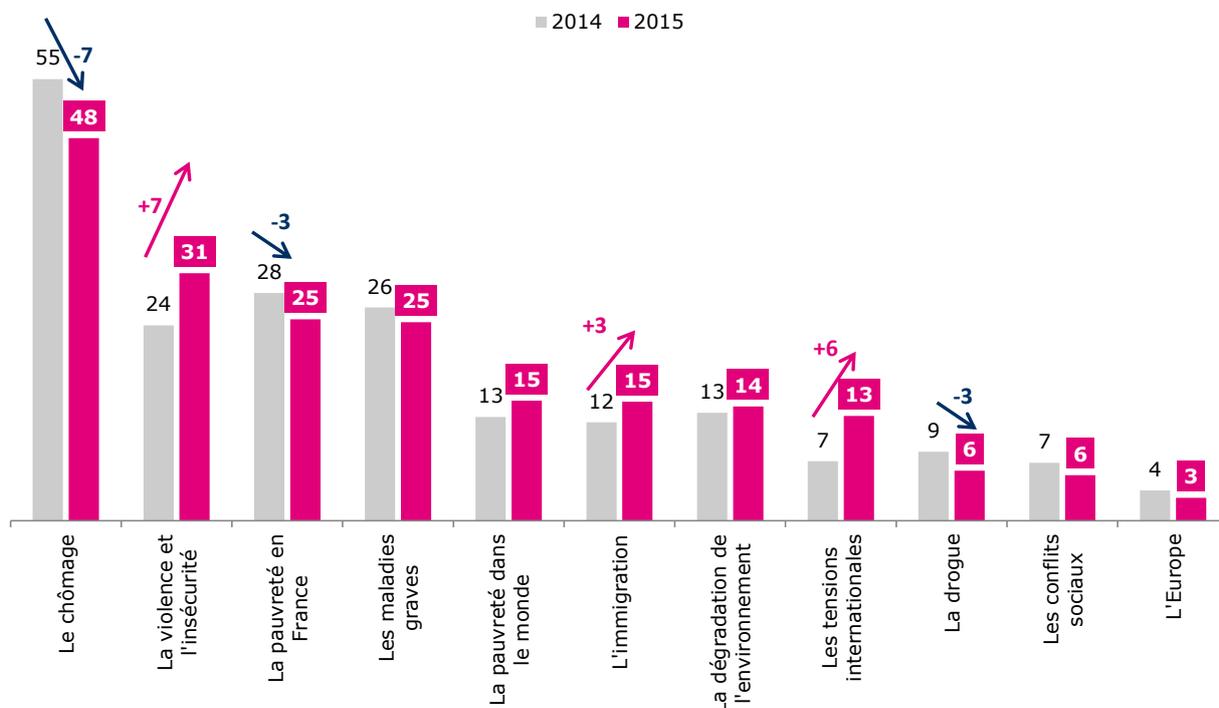


Source : INSEE

De manière concordante, si **le chômage** reste encore, de loin, **la préoccupation majeure des Français en 2015**, il est moins omniprésent que l'année dernière (-7 points). Et les personnes interrogées sont aussi légèrement moins soucieuses de **la pauvreté en France** (-3). En revanche, et nous y reviendrons, les regards se reportent sur **la violence et l'insécurité** (+7). Les **tensions internationales** (+6) et **l'immigration** (+3) concentrent également davantage l'attention.

Graphique 10 – Les préoccupations plus tournées vers les questions internationales

-Cumul des deux premières préoccupations, en %-

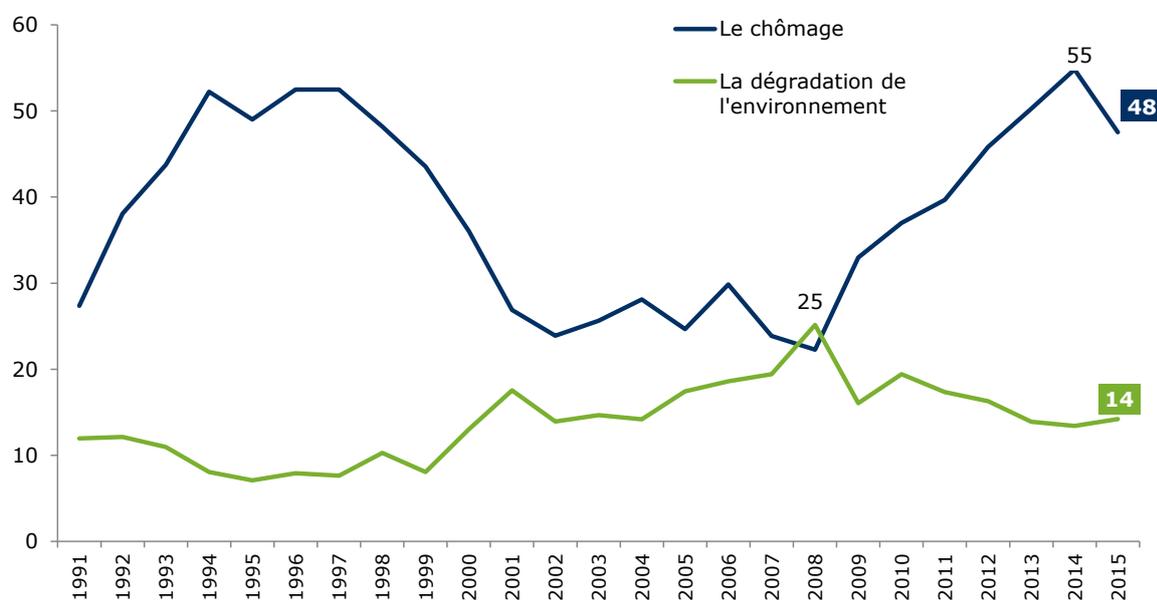


Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Les **maladies graves**, qui sont traditionnellement un des sujets majeurs d’anxiété pour les citoyens, atteignent cette année leur plus bas niveau depuis la création de l’indicateur en 1991 (25%). La **dégradation de l’environnement** avait fait la une de l’actualité début 2008, au moment du Grenelle de l’environnement, quelques mois avant le début de la crise financière. Depuis, cette problématique perd chaque année un peu de poids dans les préoccupations des Français. De manière convergente cette année encore le nombre d’individus prêts à payer des taxes pour lutter contre la dégradation de l’environnement est en forte baisse, passant de 36% à 28% (-8 points), probablement en liaison également avec les réticences à tout prélèvement fiscal. Enfin, la drogue, qui était au cœur des inquiétudes dans les années 1990 (37%), reste très en arrière-plan : seuls 6% la considèrent comme un sujet majeur de préoccupation en 2015.

Graphique 11 – Les préoccupations écologiques sont moins pressantes

- Parmi les 11 thèmes proposés, cumul des 2 préoccupations principales en % -



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

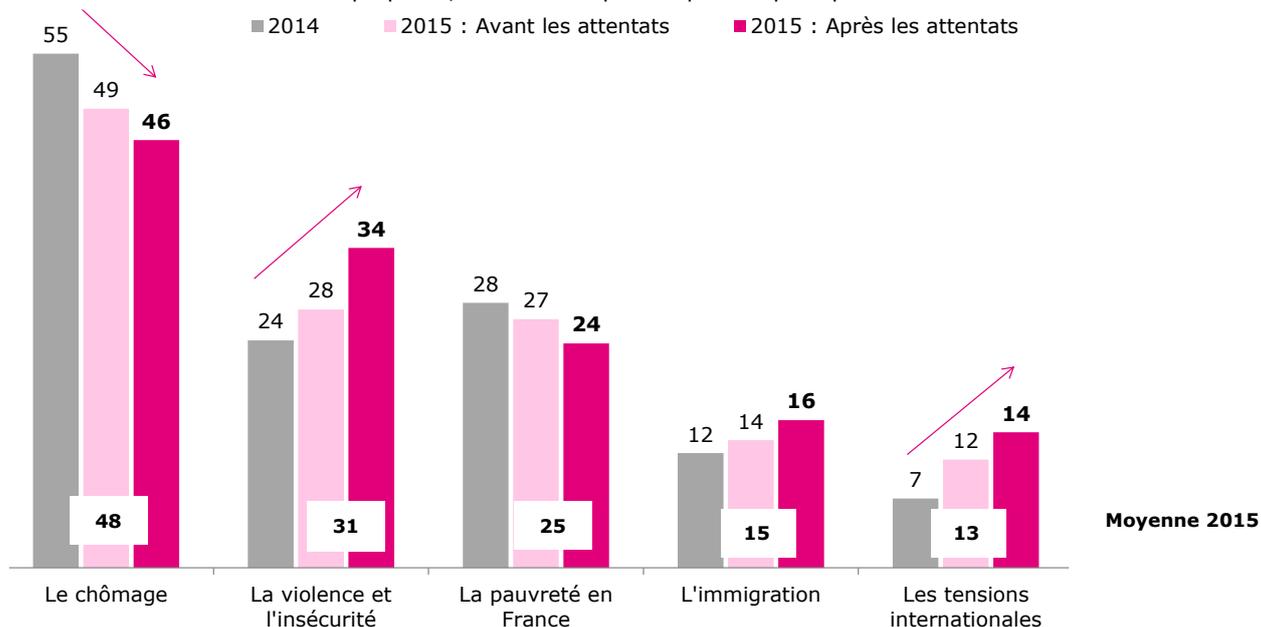
2. Montée des craintes de tensions internationales et de risques de guerre...

Une comparaison de l’état de l’opinion avant et après les attentats de début janvier 2015 rend particulièrement visible l’empreinte de ces évènements sur l’opinion publique. Les préoccupations pour des sujets économiques qui captaient déjà moins l’attention de l’opinion à la fin de 2014, ont encore diminué après les actions terroristes de Charlie Hebdo et dans le supermarché Hyper Cacher (chômage -4 points après les attentats, pauvreté en France -3 points en janvier). Mais les attentats ont surtout amplifié la focalisation des citoyens concernant **la violence et l’insécurité** (+6 points

d'augmentation en janvier), et dans une moindre mesure sur **les tensions internationales** (+4 points en janvier) ou encore **l'immigration** (+2 points après les attentats). L'écart est particulièrement fort concernant **la violence et l'insécurité** : avant les attentats, 28% de nos concitoyens citaient cet item comme l'une de leurs deux préoccupations principales (+4 points par rapport à 2014), alors qu'ils étaient plus d'un tiers juste après les attentats, lorsque l'impression des événements était encore fraîche (34%, +10 points par rapport à 2014).

Graphique 12 –L'évolution des préoccupations sociétales après les attentats

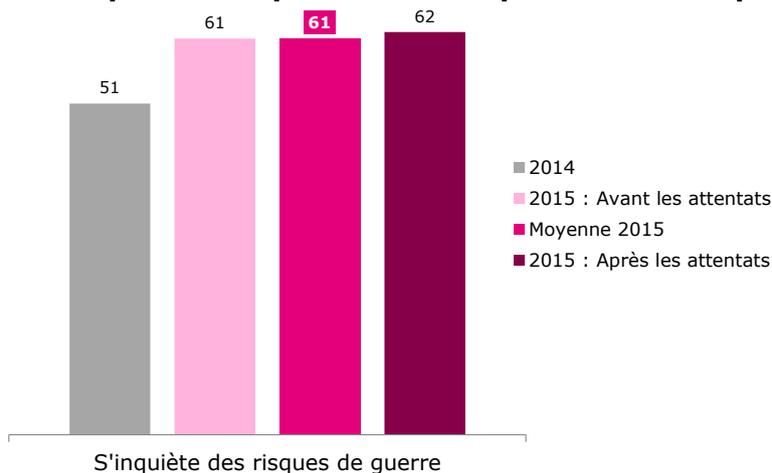
–Parmi les 11 thèmes proposés, cumul des 2 préoccupations principales en % -



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Les préoccupations pour les tensions internationales et les craintes en matière de guerre **avaient déjà progressé entre 2014 et 2015** avant le début janvier 2015, probablement en liaison avec la démultiplication des terrains de conflit, engagements militaires français parmi lesquels on pourra évoquer la guerre contre l'Etat islamique, les exactions du groupe terroriste islamique *Boko Haram*, la médiatisation des jeunes Français en partance pour le Djihad, la guerre civile en Ukraine, les relations diplomatiques dégradées avec la Russie, la crise grecque fragilisant la zone Euro. Ainsi, la proportion de personnes s'inquiétant des **risques de guerre** progresse de +10 points entre 2014 et 2015 et celle se préoccupant **des tensions internationales** passe du simple au double, de 7% en 2014 à 13% en 2015. Or, les variations constatées en comparant les résultats d'avant et d'après les attentats sont marginales (+/- 1 ou 2 points pour les deux items).

Graphique 13 – Proportion de personnes s'inquiétant des risques de guerre



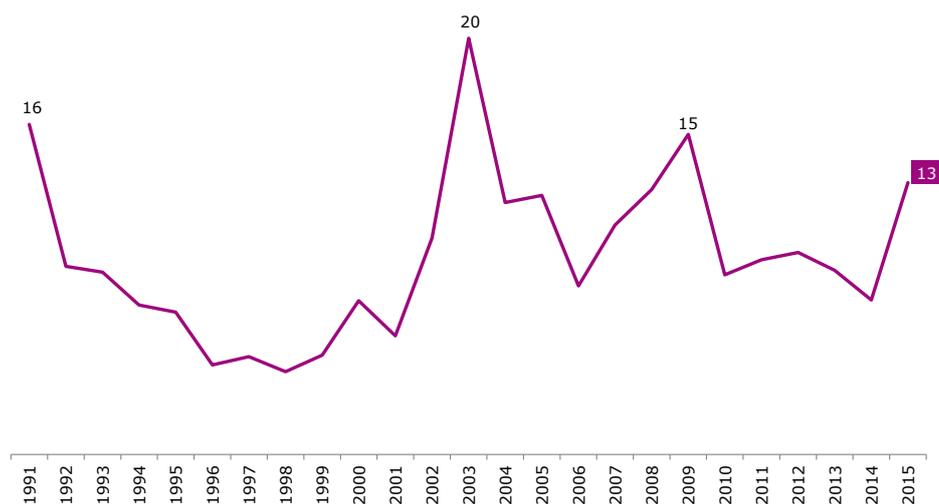
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

3. ...mais qui n'atteint pas les niveaux passés

Les préoccupations pour les tensions internationales ont très fortement augmenté cette année, mais **sans atteindre les pics observés** en 1991 et 2003 au moment des guerres du golfe ou à l'hiver 2008-2009 où les craintes avaient été ravivées par la guerre sur le territoire de Gaza au Proche-Orient.

Graphique 14 – Proportion de personnes se préoccupant des tensions internationales

-Parmi les 11 thèmes proposés, cumul des 2 préoccupations principales en % -



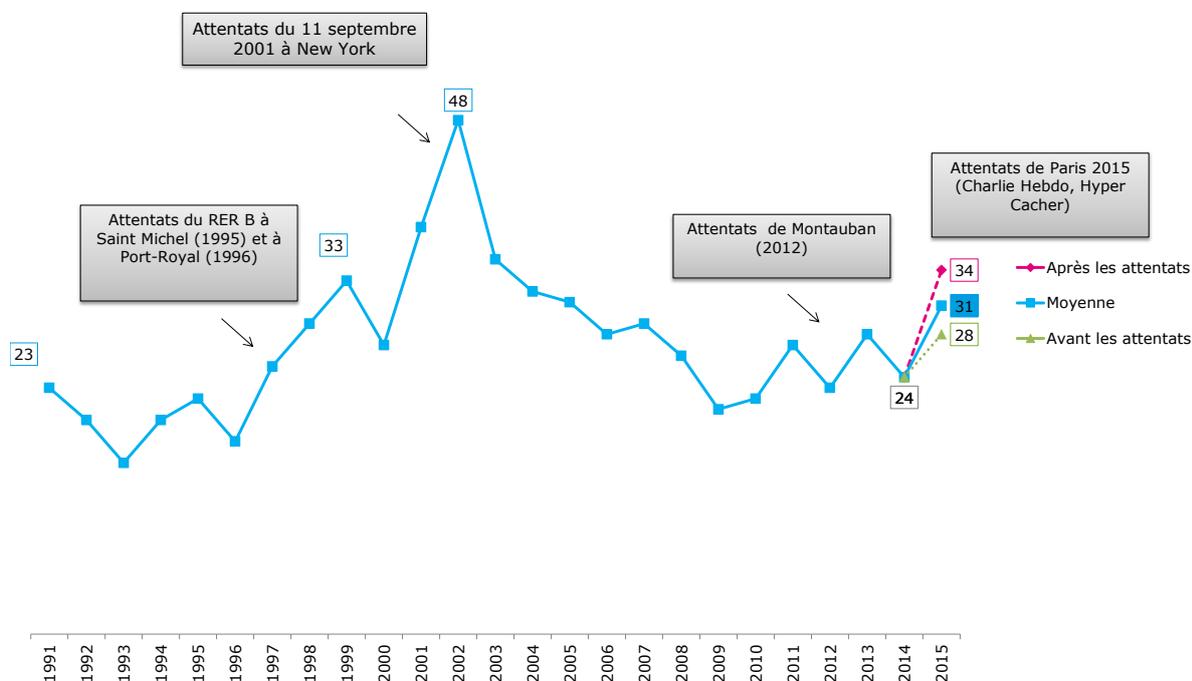
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

De la même manière, **les craintes en matière de violence et d'insécurité** avaient augmenté suite aux attentats du 11 septembre 2001 à New York. Ils avaient provoqué

une flambée des préoccupations en matière de violence et d'insécurité supérieure à celle observée aujourd'hui.

Graphique 15 – Proportion de personnes se préoccupant de la violence et de l'insécurité

– Parmi les 11 thèmes proposés, cumul des 2 préoccupations principales, en % -



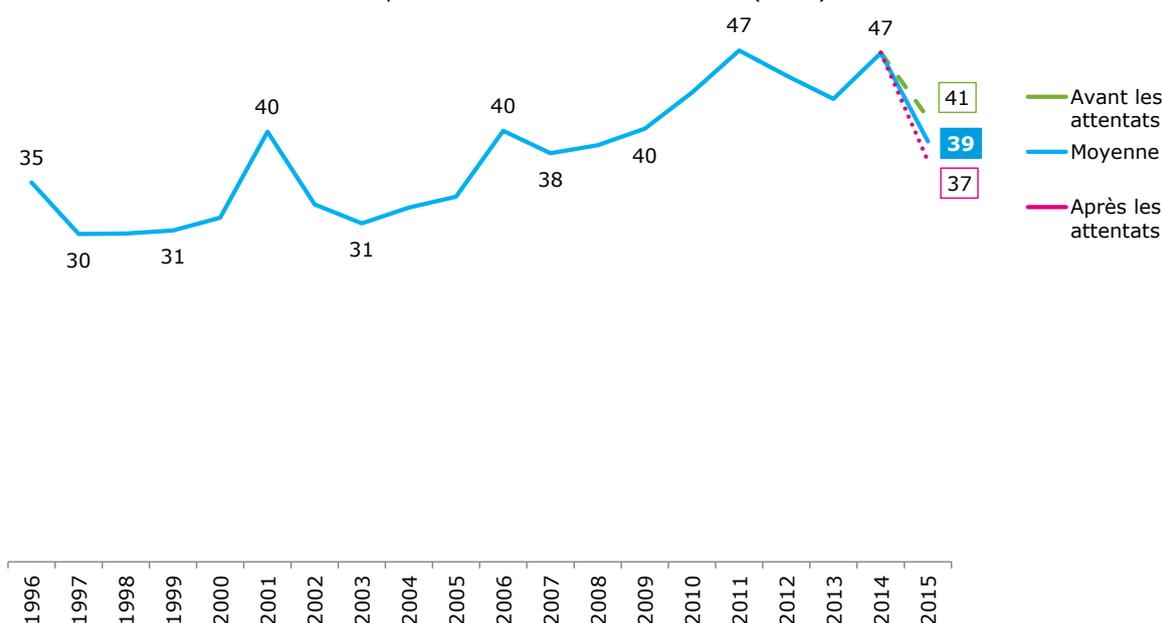
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

4. Après les attentats de janvier 2015, le sentiment d'insécurité augmente

Les attaques terroristes du début 2015 semblent avoir aussi joué fortement sur la perception de la sécurité intérieure. Alors qu'en décembre 2014, 41% des Français se disaient « tout à fait en sécurité dans la vie quotidienne », ils ne sont plus que 37% après le 9 janvier 2015. Autrement dit, **le recul du sentiment de sécurité est pratiquement aussi fort en un mois** (-4 points entre décembre 2014 et janvier 2015) **que pendant les 11 mois précédents** (-6 points). La proximité et l'ampleur des événements ont probablement renforcé l'impression d'être – non plus spectateur de la violence internationale – mais concerné au premier chef.

Graphique 16 – Proportion de personnes qui se sentent tout à fait en sécurité dans leur vie quotidienne

- Réponses « tout à fait en sécurité » (en %) -

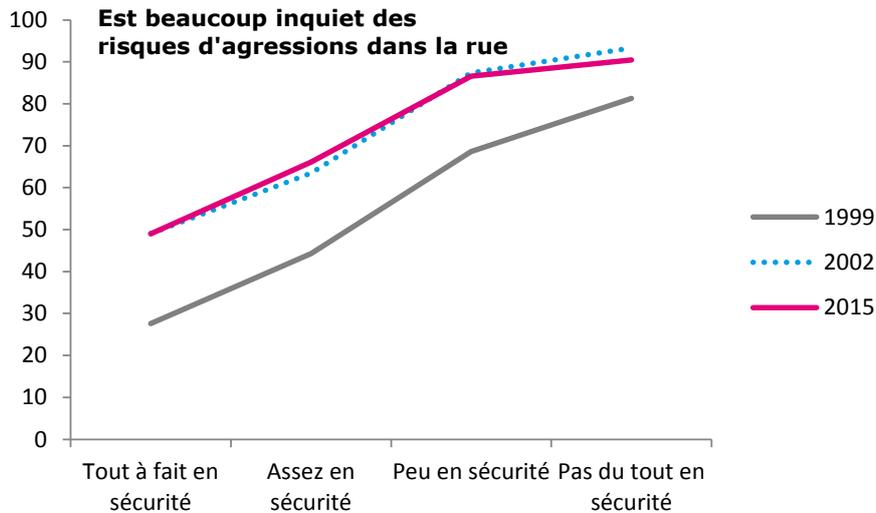


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Une comparaison longitudinale montre que les évolutions du sentiment de sécurité dans la vie quotidienne se nourrissent au fil du temps de causes un peu différentes. Nous avons pour cela choisi de placer la focale sur trois périodes où le sentiment d'insécurité était très fort : 1999 après les attentats de Port Royal et Saint Michel, 2002 après les attentats contre le World Trade center de New York et 2015.

La crainte d'être personnellement – c'est-à-dire physiquement – **touché par une violence joue très fortement sur l'impression d'être en insécurité** dans sa vie quotidienne, et de manière particulièrement nette **en 2015 et 2002**. En effet, plus de 9 personnes sur 10 qui ne se sentent pas en sécurité dans leur vie quotidienne évoquent la peur d'être touché physiquement, contre moins d'une personne sur deux qui se sent « tout à fait en sécurité ».

Graphique 17 – La peur d’être personnellement victime d’une agression nourrit le sentiment d’insécurité (en %)

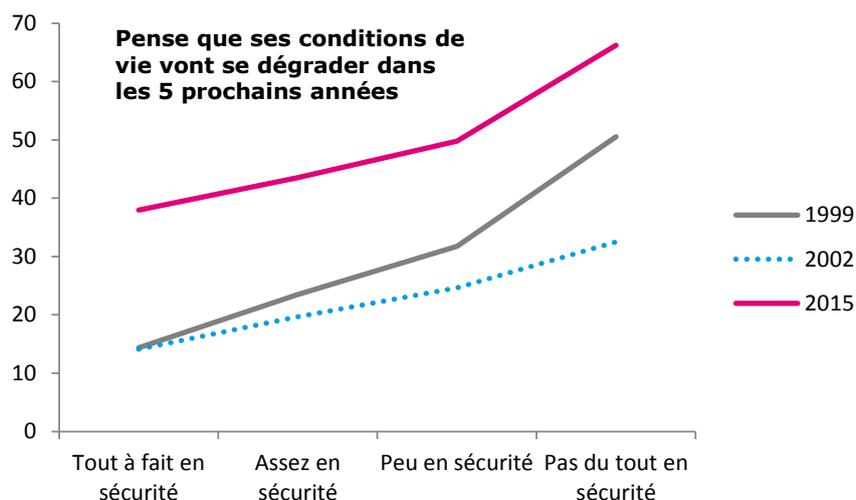


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Lecture : près de 90% des personnes qui ne se sentent pas du tout en sécurité dans leur vie quotidienne ont peur des agressions dans la rue

Mais le sentiment d’insécurité dans la vie quotidienne est aussi de plus en plus lié à l’insécurité économique, qui recouvre à la fois l’idée que les parcours professionnels sont souvent moins sécurisés (peur du chômage, des contrats précaires), la crainte du déclassement ressentie par les classes moyennes inférieures notamment dans des périodes de fragilité ou de crise économique. En ce début 2015, plus de 60% des personnes qui ne se sentent pas du tout en sécurité dans leur vie quotidienne pensent que leurs conditions de vie vont se dégrader au cours des 5 prochaines années, contre moins de 40% chez les personnes qui se sentent tout à fait en sécurité. Ce lien qui était déjà présent en 1999 ou en 2002 (une année de croissance économique) était néanmoins beaucoup moins net qu’aujourd’hui.

Graphique 18 – Un sentiment de sécurité de plus en plus tributaire de la conjoncture économique (en %)



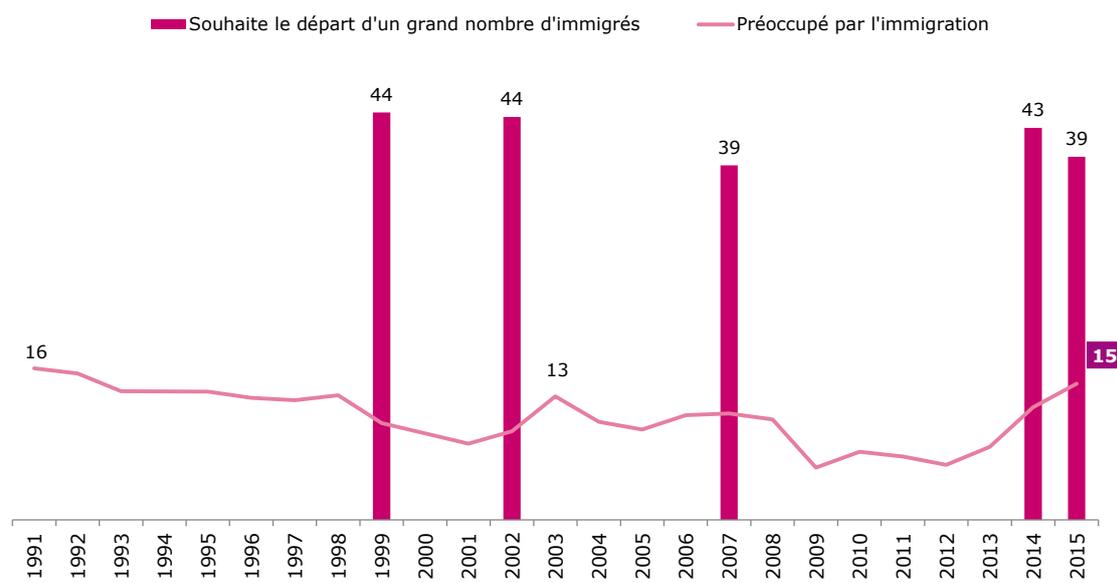
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Lecture : près de 70% des personnes qui ne se sentent pas du tout en sécurité dans leur vie quotidienne pensent que leurs conditions de vie vont se dégrader

5. Après les attentats, les Français accordent davantage d'importance au vivre ensemble et à la vie politique

Nous l'avons vu les préoccupations au **sujet de l'immigration** ont augmenté cette année (+3 points par rapport à 2014) pour atteindre un seuil très important, supérieur à celui observé en 2002 au moment de la campagne présidentielle qui avait porté le candidat du Front national au deuxième tour de l'élection. La progression des inquiétudes de l'opinion prolonge ainsi le mouvement opéré depuis 2009 et qui s'était accéléré ces 3 dernières années. Mais, la proportion de Français souhaitant **le départ** d'un très grand nombre d'immigrés, pour être très élevée (39%) est toutefois en baisse sensible par rapport à 2014 (-4 points). La population est majoritairement favorable à une politique en faveur de l'intégration des nouveaux arrivants (55%, stable par rapport à 2014, et supérieure à 2002 où elle était de 52%).

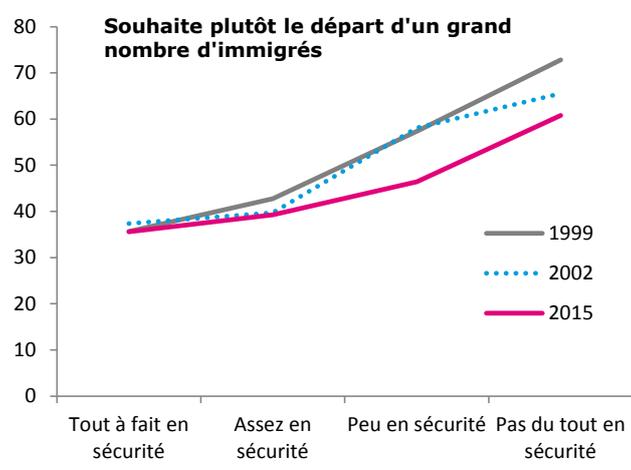
Graphique 19 – Les préoccupations pour l’immigration
 – parmi les 11 thèmes proposés, cumul des 2 préoccupations principales en % -



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

En 2002 le rejet de l’immigration se conjugait à des craintes de violence et d’insécurité. La situation est quelque peu différente en 2015. La proportion de personnes souhaitant le départ d’un grand nombre d’immigrés est toujours plus élevée chez les personnes qui ont un sentiment d’insécurité, mais le **lien entre insécurité et immigration est moins marqué** qu’en 2002 ou en 1999.

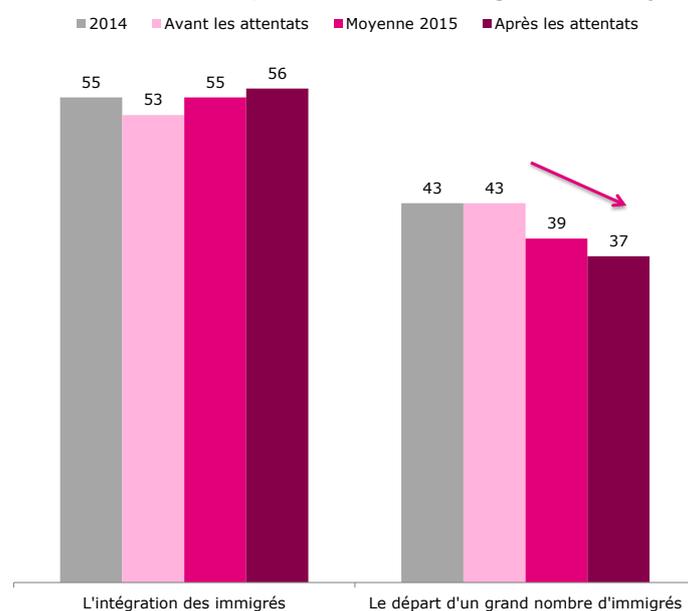
Graphique 20 – Le sentiment d’insécurité selon le souhait du départ d’un grand nombre d’immigrés (en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

L'effet des attentats de début janvier 2015 est tangible. Alors qu'avant les attentats 43% des Français souhaitaient une politique favorisant le départ d'un grand nombre d'immigrés (chiffre stable par rapport à 2014), cette proportion se réduit à 37% (-6 points) après les attentats. On peut y voir une conséquence des nombreux appels et témoignages qui ont suivi, demandant à nos concitoyens de prendre garde aux amalgames et de ne pas confondre le thème du « terrorisme fondamentaliste » avec d'autres sujets tels que « l'islam de France », la question des minorités visibles ou encore celle de l'immigration.

Graphique 21 – Vous personnellement, souhaiteriez-vous que dans les prochaines années, on favorise en priorité ? (en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Dans cette même optique, la proportion de personnes se déclarant pas du tout racistes s'est stabilisée après une montée récente du racisme depuis 2008⁵ par rapport à 2014 : elle était de 55% en 2014, et s'établit à 56% après les attentats.

L'autre évolution notable concerne directement l'idée de la cohésion sociale. Par le passé, plusieurs travaux ont montré que les Français portent plutôt un regard sombre sur le vivre ensemble. Ainsi, 75% des Français déplorent la **faiblesse de la cohésion sociale**⁶. 45% des Français se projettent dans 10 ans⁷, dans une France où la majorité

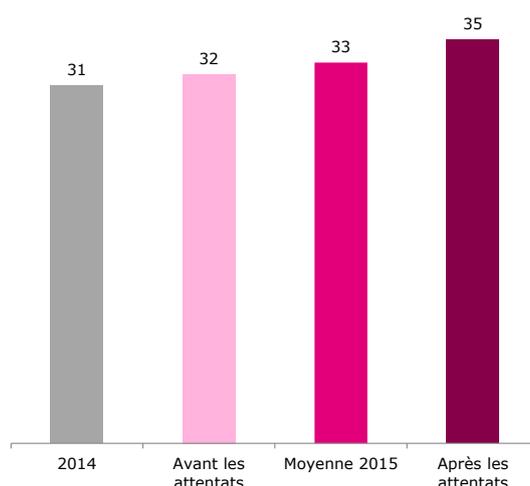
⁵ Rapport annuel de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, juin 2014.

⁶ Sandra Hoibian, *Le modèle social à l'épreuve de la crise – Baromètre de la cohésion sociale – édition 2014*, Paris, CREDOC, collection des rapports n° 312, octobre 2014, <http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R312.pdf>

⁷ Delphine Chauffaut, *Les enseignements du débat citoyen : inquiétude, mais attentes à l'égard des réformes*, Commissariat Général à la Stratégie et Prospective, Février 2014, <http://www.strategie.gouv.fr/blog/wp-content/uploads/2014/02/2014-02-28-Etatdelopinion-quellefrancedans10ans-OK1.pdf>

des groupes qui composent la France vivront « séparés » (plutôt que « ensemble ») et 72% imaginent une France où ces groupes seront tirillés par « des tensions » (en opposition avec des groupes vivant en bonne entente). Autrement dit, nos concitoyens ont le sentiment de vivre dans une société peu unie où la maxime du « chacun pour soi » se fait de plus en plus entendre. Or, **en ce début 2015, nos concitoyens semblent redécouvrir l'importance du vivre ensemble**. 35% des personnes estiment aujourd'hui que la cohésion sociale est importante dans leur vie (notes 6 et 7 sur une échelle de 7) ; une progression de +4 points par rapport à 2014, dont 3 points entre le début et la fin janvier 2015. Les attentats de Paris ont probablement renforcé dans la population le sentiment d'une extrême fragilité de l'idée du vivre ensemble et accentué l'importance d'une cohésion sociétale nécessaire à garantir la stabilité et la paix sociale entre les différents groupes composant notre société.

Graphique 22 – La proportion de personnes accordant beaucoup d'importance (notes 6 et 7 sur 7) à la cohésion sociale est plus forte après les attentats de Paris (en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

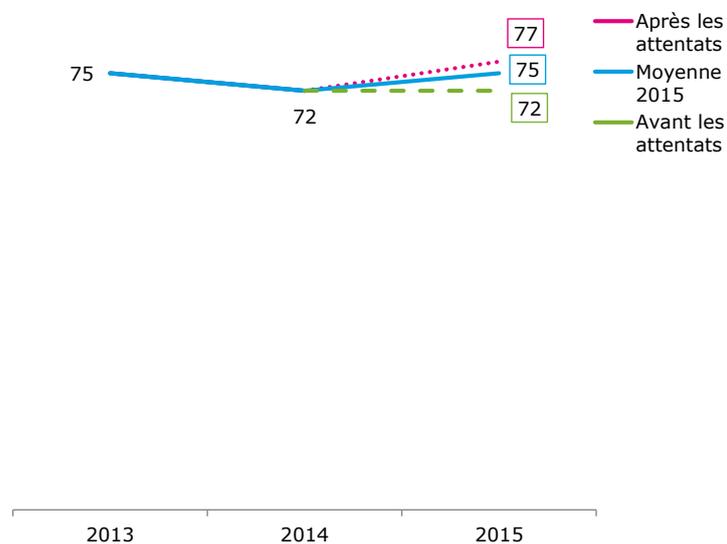
Bien qu'à un moindre degré, **nos concitoyens semblent également redécouvrir de l'intérêt pour la politique et la vie publique** qui, au cours des dernières années, captait l'attention de moins en moins de Français. Entre 2013 et 2014, par exemple, la proportion de personnes accordant « moyennement » ou beaucoup d'importance à la politique et à la vie publique (notes 3 à 7 sur 7⁸) avait encore diminué passant de 75% à 72% (-3 points). Cette proportion s'est stabilisée jusqu'aux attentats de début janvier autour des 72% des Français portant un intérêt, même minime, à la vie publique. Or, les

⁸ NB. Nous avons regroupé les positions « moyennement » (notes 3 à 5 sur 7) et « beaucoup » (notes 6 et 7 sur 7) parce que ces derniers ne représentent qu'entre 10% et 15% de la population française selon les années.

actes terroristes du 7 au 9 janvier ont accentué la sensibilité des Français aux affaires de la cité et de la vie publique : **77% des Français disent désormais s'intéresser, au moins quelque peu, à la politique et à la vie publique, soit une progression de +5 points par rapport à 2014**. Cela s'explique probablement par le caractère foncièrement politique des attentats eux-mêmes et leur forte médiatisation. Pratiquement tout le pays a suivi en direct les dernières évolutions et rebondissements haletants à la télévision, sur les ondes ou sur la toile ce qui pouvait donner l'impression à nos concitoyens de s'intéresser davantage à ce qui anime la vie de la cité.

Graphique 23 – Les Français retrouvent de l'intérêt à la politique et la vie publique

Proportion de personnes accordant moyennement et beaucoup d'importance à la politique et le vie publique (notes 3 à 7 sur 7, en %)

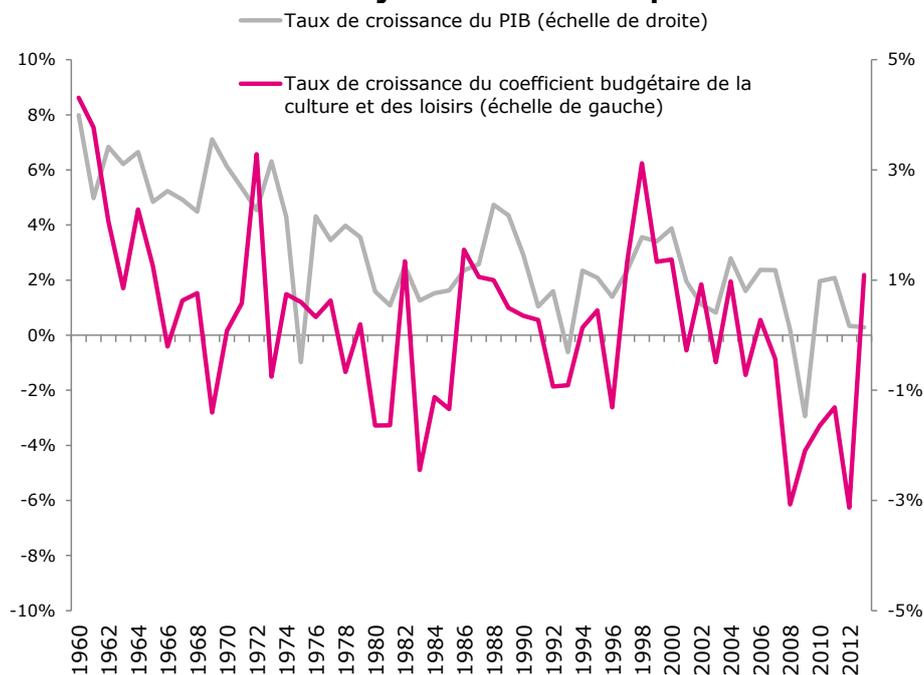


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

6. Le temps libre et la détente sont également plus valorisés

Comparé à leurs voisins européens, les Français montrent un **attachement très fort à la valeur travail** et ce depuis de nombreuses années. Aussi, l'arbitrage entre temps libre et temps de travail se fait très souvent en faveur du travail : près de deux Français sur trois expriment une **préférence pour l'augmentation de leur pouvoir d'achat** (74%) plutôt que l'augmentation de leur temps libre, un niveau très stable d'une année à l'autre. Nos travaux sur la place des loisirs et du travail⁹ soulignent que, dans le même temps, nos concitoyens **aspirent à intensifier leur temps de loisirs** par la pratique d'activités sportives, de sorties, d'activités artistiques... Et le poste budgétaire consacré aux loisirs et à la culture dépend étroitement de la conjoncture économique (Graphique 24) : en période de crise, les ménages rognent en priorité sur ce type de dépenses alors qu'en période de croissance, les marges de manœuvres financières des ménages s'orientent en priorité vers le budget loisir. Les inquiétudes liées au chômage et les contraintes financières fortes depuis 2008 avaient amené les ménages à progressivement réduire leurs dépenses de loisirs et de pratiques culturelles.

Graphique 24 - Les dépenses de « loisirs et culture » sont sensibles à la conjoncture économique



Source : calculs CRÉDOC, à partir des comptes nationaux de l'INSEE

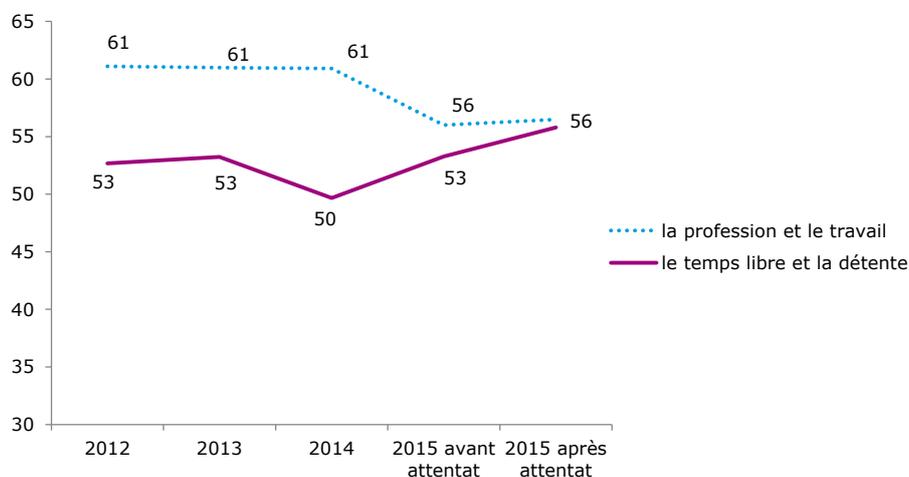
⁹Régis BIGOT, Emilie DAUDEY et Sandra HOIBIAN, « La société des loisirs dans l'ombre de la valeur travail », CREDOC, Cahier de recherche n°, décembre 2013

Est-ce en liaison avec la reprise ? Est-ce lié à un besoin de relâcher la pression face à des événements terribles et qui ont marqué les esprits de tous ? En ce début 2015, les Français semblent accorder une **place plus grande aux loisirs**. La part d'entre eux hautement sensibles au « temps libre et à la détente » s'est fortement accrue depuis 2014 (+5 points) alors qu'en miroir, « la profession et le travail » apparaissent comme moins centraux (- 5 points). Concernant le travail, les variations ne sont pas liées aux attentats : les réponses avant et après les événements sont très similaires. Mais l'importance accordée aux loisirs a, en revanche, augmenté après les événements de début janvier.

Graphique 25 – Les Français plus sensibles au temps libre et moins au travail

-« Pour chacun des domaines suivants, pouvez-vous attribuer selon l'importance que vous lui accordez ? » -

Part de la population hautement sensible à...

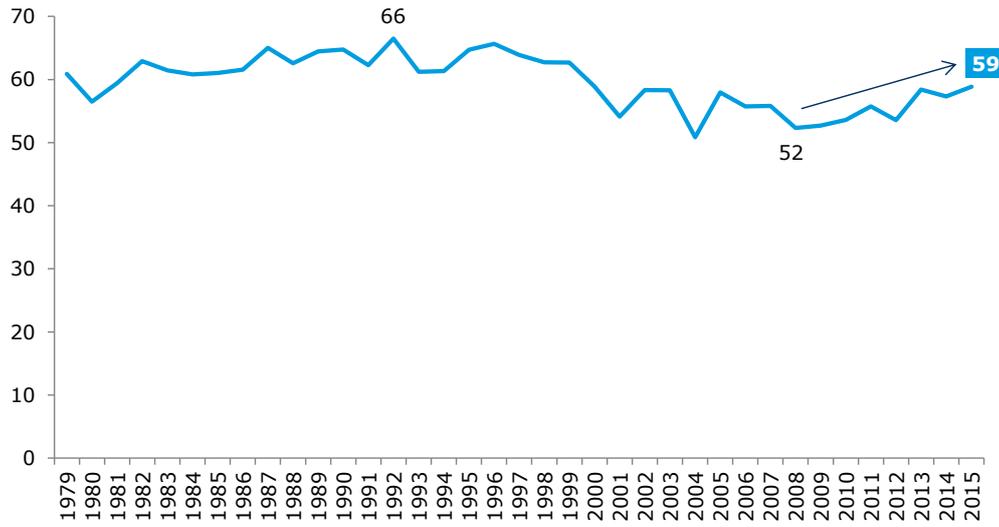


Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

On note aussi une légère amélioration des **départs en vacances** (59%, +2 points), ce qui permet de renouer avec la tendance haussière enclenchée ces cinq dernières années. Et la fréquentation des **restaurants** est légèrement à la hausse cette année (+2 points).

Graphique 26 – Les départs en vacances en légère hausse

-Êtes-vous parti(e) en vacances au cours de ces douze derniers mois (au moins 4 nuits consécutives hors du domicile habituel et pour des motifs autres que professionnels) ?-



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

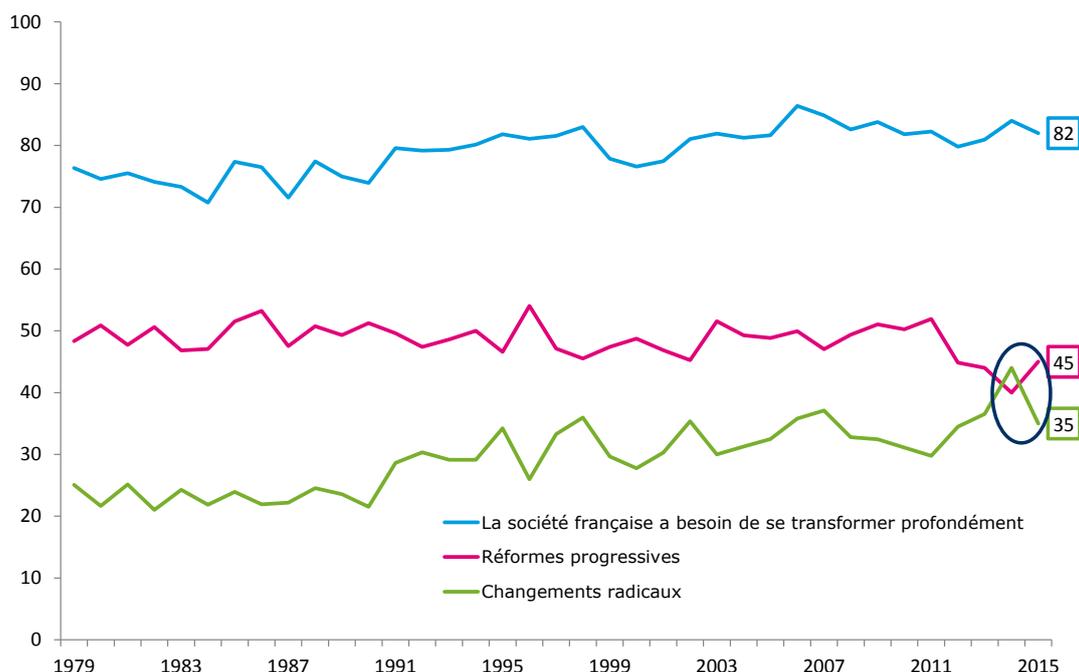
III. Préserver la stabilité d'une société menacée

Vouloir changer d'orientation politique, critiquer le fonctionnement des institutions, solliciter une accélération des réformes ou préconiser un changement de personnel politique fait partie du jeu politique d'un système démocratique normal. Mais la frontière entre bon fonctionnement et dysfonctionnement est mince. Rappelons qu'au début 2014, la demande de changement et l'insatisfaction vis-à-vis des institutions avaient atteint des niveaux historiques et que notre enquête enregistrait une véritable « poussée du radicalisme » conjuguée à une défiance préoccupante vis-à-vis des élites politiques et une image entamée de l'Etat providence. Le contexte dramatique du début d'année 2015 conjugué à des signes de reprise économique vient tempérer les vellétés de changement de nos concitoyens et redorer – pour un temps – l'image ternie des représentants de l'Etat qui reste tout de même une source de colère pour beaucoup.

1. Les Français se montrent moins radicaux

L'idée que la société française a besoin de se transformer est partagée par la plus grande partie des Français, depuis plus de trente ans. En ce début 2015, 82% de nos concitoyens estiment toujours que la société a besoin de changer en profondeur pour évoluer vers d'autres horizons. Toutefois cette opinion est un peu en repli cette année et perd -3 points par rapport à 2014. Ces 82% se divisent en deux parts : 45% se disent favorables à des réformes progressives alors que 35% préconisent une rupture radicale avec l'existant ; 2% ne savent pas s'ils souhaitent des réformes radicales ou progressives. **La tendance à la radicalisation**, observée sur le long terme et qui était devenue majoritaire l'année dernière, **s'est inversée cette année. Le réformisme reprend le dessus** (+5 points contre -9 points pour ceux qui souhaitent un changement radical).

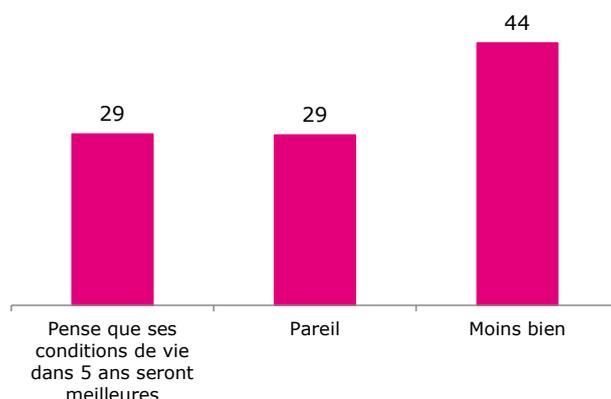
Graphique 27 – Pensez-vous que la société a besoin de se transformer profondément et si oui, quel type de réformes souhaitez-vous ? (en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

L'explication de la modération des ambitions radicales de nos concitoyens est d'abord en lien **avec la conjoncture économique**. Les plus inquiets vis-à-vis de leurs conditions de vie, de la poussée du chômage, en situation de précarité et de fragilité économique sont aussi les plus en demande de changement. En ce début 2015, l'amélioration des indicateurs économiques se traduit par un atténuation du radicalisme.

Graphique 28 – La proportion de personnes estimant que la société a besoin de changements radicaux est plus élevée chez les personnes anticipant une dégradation de leurs conditions de vie futures
(en % d'individus demandant des réformes radicales)

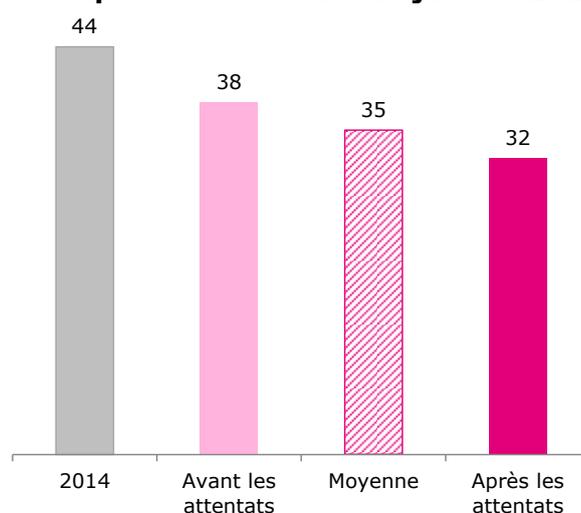


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

2. Les attentats temporisent la demande de changement

Toutefois, les raisons expliquant le retour du paradigme réformiste ne se réduisent pas au seul facteur économique. On observe en effet que **les attentats de Paris amplifient le recul de la demande de changements radicaux**. Avant les attentats, 38% souhaitent encore des changements radicaux (-6 points par rapport à 2014) alors qu'ils ne sont plus que 32% qui défendent cette idée après les attentats.

Graphique 29 – La demande de changements radicaux recule notamment après les attentats de janvier 2015 (en %)

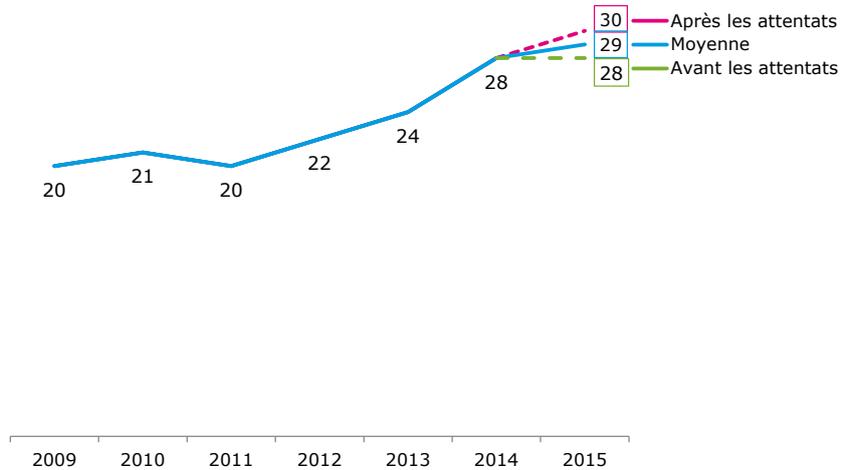


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

En parallèle, une proportion croissante de nos concitoyens souhaite **un renforcement des valeurs d'ordre** sur celles de liberté. Le mouvement était déjà à l'œuvre depuis 2011 et s'était accéléré en 2014, année pendant laquelle 28% des habitants de l'Hexagone pensaient que la société française avait besoin de beaucoup plus d'ordre pour mieux fonctionner (contre 20% à peine 3 ans auparavant).

Graphique 30 – La demande pour plus d' «ordre» dans la société progresse

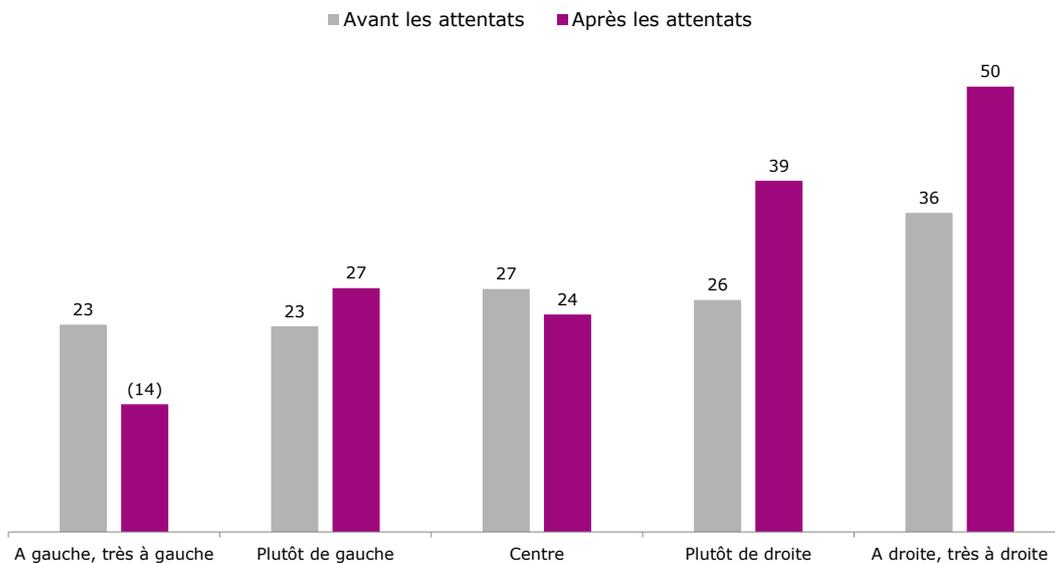
Proportion de personnes qui estiment que la société française a besoin de beaucoup plus d'ordre (vs. un peu plus d'ordre ou plus de liberté) pour mieux fonctionner, en %-



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

À première vue, la demande de plus d'ordre n'a quasiment pas été impactée par les attentats de janvier. Mais fait notable, ceux-ci ont amplifié les **différences entre les demandes exprimées par les groupes sociaux**. Avant les attentats, 36% des personnes se situant à droite ou à l'extrême-droite de l'échiquier politique souhaitaient un renforcement des dispositifs d'ordre public, contre 23% des personnes déclarant être de gauche ou d'extrême-gauche. Après les attentats, 50% des personnes **à droite ou à l'extrême droite** pensent qu'il est nécessaire de faire régner davantage l'ordre dans la société française pour en améliorer son fonctionnement (+14 points), alors qu'à gauche et à l'extrême gauche, la proportion a reculé de -9 points.

Graphique 31 – Les personnes se situant à droit de l'échiquier politique estiment plus souvent que la société a besoin de beaucoup plus d'ordre pour mieux fonctionner (en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Au final, se dégage en filigrane l'idée que la population française aspire, aujourd'hui, à davantage de **stabilité, que ce soit en matière d'ordre public que de réformisme économique et politique.**

3. Malgré un regain de confiance dans le personnel politique, la légitimité des élites reste largement questionnée

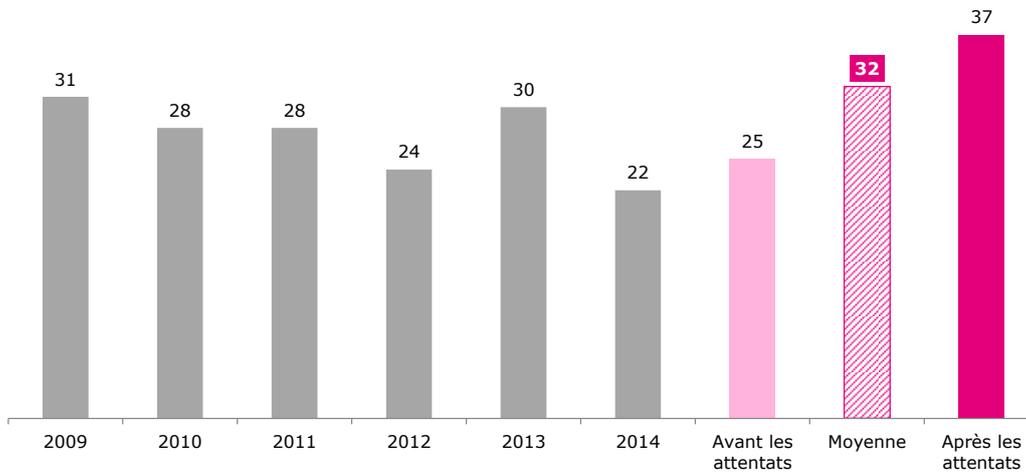
Au cours de l'année 2014, la popularité du personnel politique, et de l'exécutif en particulier, a atteint les scores les plus bas¹⁰. L'impopularité des hommes et femmes politiques et la méfiance vis-à-vis du gouvernement et des élus étaient devenues pratiquement des traits caractéristiques durables de la vie publique française. Les baromètres politiques du CEVIPOF font état de près de neuf Français sur dix qui estiment que les responsables politiques ne se préoccupent pas ou pas du tout de ce que pensent les gens ou encore des plus de deux tiers de nos concitoyens qui considèrent que la démocratie ne fonctionne pas très bien dans notre pays¹¹. Les attentats de début janvier et la gestion de la crise par l'exécutif semblent avoir enrayé – probablement temporairement – cette tendance négative. En ce début 2015, 32% des Français **font confiance au gouvernement** de Manuel Valls pour gérer les problèmes qui se posent, avec une proportion de personnes défendant cette opinion plus forte après les attentats qu'avant (37% contre 25%). La confiance dans le personnel politique a également progressé : en 2015, 19% de nos concitoyens ont confiance dans les hommes et femmes politiques contre 14% en 2014.

¹⁰ Cf. Olivier Duhamel et Edouard Lecerf, *L'état de l'opinion 2015*, Paris, TNS-Sofres – Le Seuil, 2015.

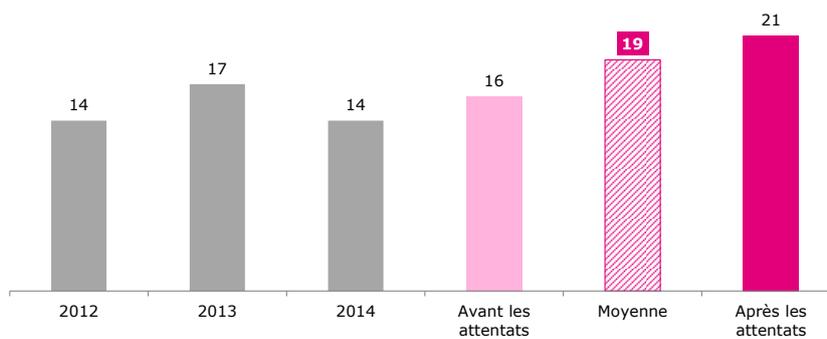
¹¹ Cf. Baromètre du CEVIPOF, 5^{ème} vague de janvier 2014, <http://www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/resultats-1/vague5/>

Graphique 32 – La confiance dans le gouvernement repart temporairement à la hausse

Proportion de personnes faisant « très » et « plutôt confiance » dans le gouvernement (en %)



Proportion de personnes faisant « très » et « plutôt confiance » dans les hommes et femmes politiques (en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Néanmoins, derrière ces signes de regain de confiance se cache **une image structurellement dégradée de la fonction représentative et des élites politiques**. Lorsqu'on interroge les personnes souhaitant un changement radical de société de s'exprimer librement sur le type de transformations qu'elles préconisent, **33% manifestent un rejet des élites, le souhait d'un changement de régime politique** avec une « abolition » de l'idée de représentativité. Le nuage de mots représenté dans la figure suivante illustre le nombre de citations liées à la représentation démocratique : « gouvernement », « pouvoir », « politiques », « justice » côtoient des thèmes économiques comme le chômage, le travail, les salaires.

D'autres thèmes figurent en bonne place. **19% citent la lutte contre la fraude sociale** et les « profiteurs de l'État providence » et 12% la lutte **contre l'immigration** et le renvoi accéléré des immigrés. **27% des Français qui souhaitent un changement radical estiment qu'il faudrait investir davantage le champ de l'emploi** (créations d'emplois ou amélioration des conditions de travail), 16% souhaitent un renforcement d'égalité sociale entre les individus, 10% d'entre eux souhaitent que l'on s'occupe davantage du système éducatif et de la formation des jeunes et 9% réclament, enfin, un renforcement des politiques sociales de l'État providence. Les attentats de début janvier 2015 semblent avoir quelque peu calmé les ardeurs vis-à-vis de changement du régime politique et les attentes en matière de création d'emploi au profit d'un souhait pour un renforcement des dispositifs de contrôle.

IV. Retour de la compassion, mais pas du souhait d'intervention publique

La tendance au durcissement de l'opinion vis-à-vis de la pauvreté observée depuis 2009, et relativement atypique pour une période de crise, connaît un retournement cette année : les Français se montrent globalement plus compatissants envers les plus démunis et moins inquiets des risques de déresponsabilisation liés aux minima sociaux. Cette plus grande empathie ne se traduit pas pour autant par une demande d'intervention des pouvoirs publics.

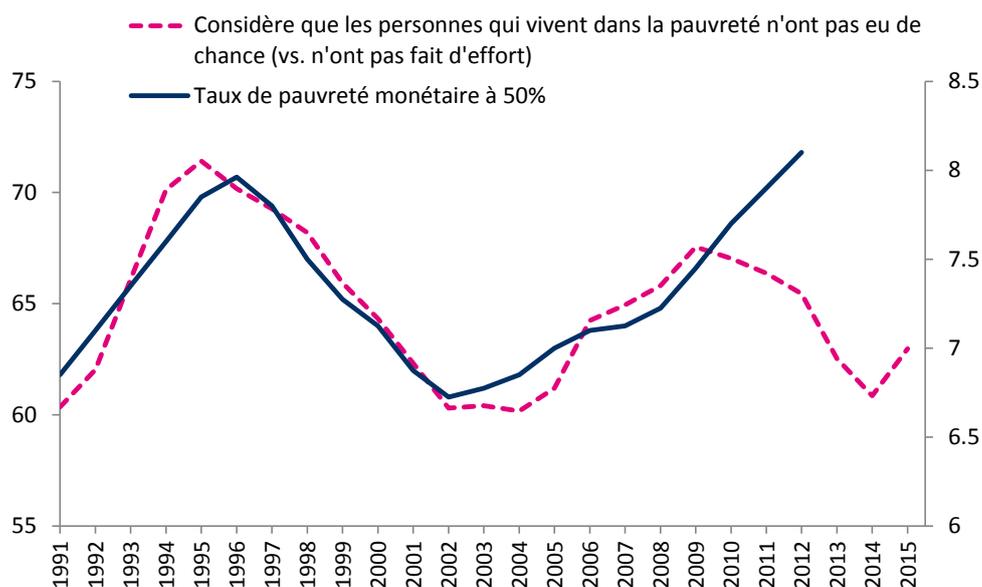
1. L'idée selon laquelle les plus pauvres sont responsables de leur situation recule

Les opinions exprimées sur la pauvreté sont très sensibles au contexte économique : en règle générale lorsque le taux de pauvreté monétaire augmente, les Français ont tendance à faire preuve de plus d'empathie envers les plus démunis¹².

La crise récente est de ce point de vue assez atypique : l'année qui a suivi le déclenchement de la crise de 2008 a été marquée par un net accroissement de la compassion des Français, mais l'opinion a ensuite fait preuve de plus de sévérité vis-à-vis des catégories modestes, enjointes à prendre en main leur destin, et surmonter elles-mêmes leurs difficultés. **2015 marque une forme de retour à la normale.** 63% des répondants considèrent aujourd'hui que « les personnes qui vivent dans la pauvreté n'ont pas eu de chance » (plutôt qu'elles n'ont pas fait d'effort pour s'en sortir), contre 59% en 2014 (+4 points). Si ce taux reste très en-deçà des taux observés lors de la crise de 1993-1994 (74% en 1995), on observe à nouveau cette année une hausse de la compassion.

¹² BIGOT Régis, DAUDEY Emilie, *La sensibilité de l'opinion publique à l'évolution de la pauvreté*, Document de travail pour la DREES, février 2013, <http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/serieetud126.pdf>

Graphique 34– Evolution du taux de pauvreté monétaire et de l’opinion des Français sur les causes de la pauvreté (en %)

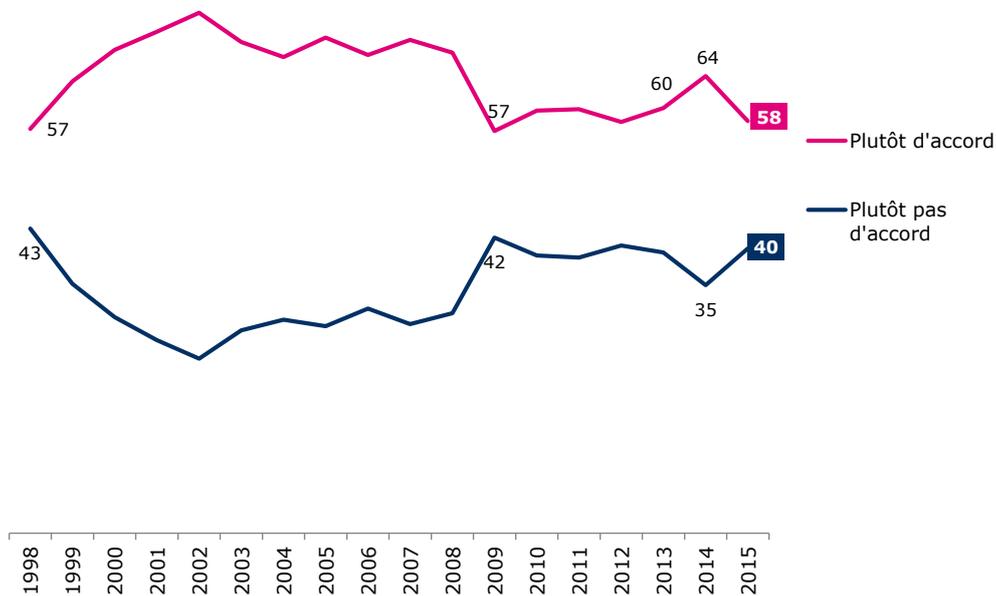


Source : Echelle de gauche : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations » ; Echelle de droite : Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux 1970 à 1990, Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux rétrospectives 1996 à 2004, Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005 à 2011. À partir de 2010, les estimations de revenus financiers mobilisent l'enquête Patrimoine 2010.
 Notes : les données ont été lissées en moyenne mobile sur 3 années, en accordant un poids de 0,5 à l'année en cours (n) et 0,25 aux années n-1 et n+1, excepté pour le dernier point qui est le taux observé à l'année n. Les années manquantes avant 1996 pour le taux de pauvreté monétaire ont été interpolées de manière linéaire.

Les Français considèrent également moins souvent que « si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi ». L'idée, partagée par près de 6 Français sur 10, est en net recul par rapport à 2014 (-6 points) pour retrouver son niveau de 2008 (Graphique 35). Enfin, la proportion de personnes qui estiment que « prendre en charge par la collectivité les familles aux ressources insuffisantes leur enlève tout sens des responsabilités » recule de 5 points cette année (39% contre 44% en 2014).

Graphique 35– Les chômeurs sont moins souvent considérés comme responsables de leur situation (en %)

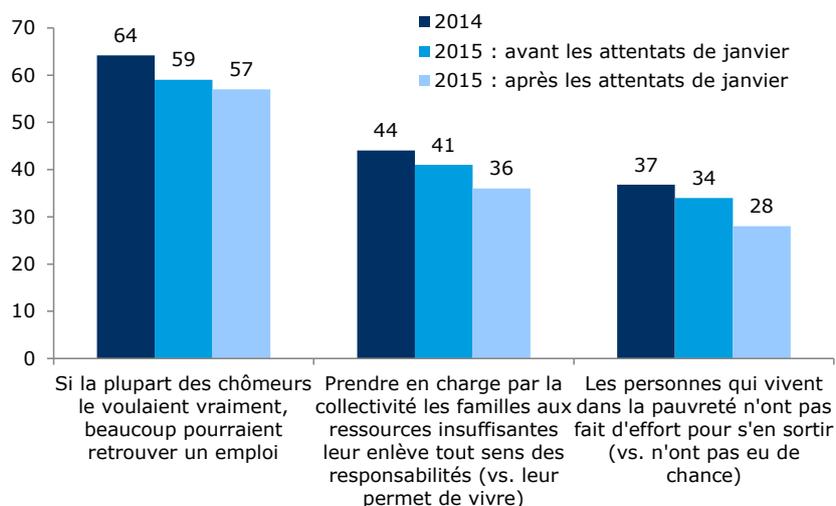
« Si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi »



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »

Les **attentats** commis dans la capitale en janvier 2015 semblent avoir **amplifié ce regain de solidarité** : si la relative détente du regard des Français sur la pauvreté était déjà amorcée avant les attentats, les données montrent une accentuation de la tendance chez les répondants interrogés après le 7 janvier 2015.

Graphique 36– Un regain de solidarité amplifié par les attentats du mois de janvier 2015 (en %)



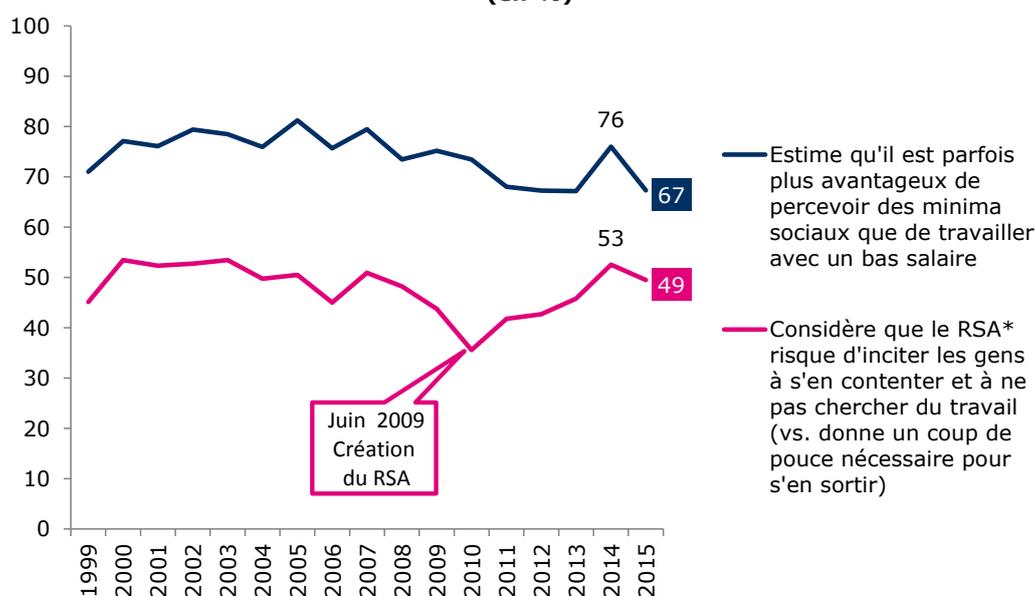
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »

2. La crainte de « l'assistanat » est moins forte

Parallèlement, les Français craignent moins souvent qu'en 2014 d'éventuels effets désincitatifs des minima sociaux sur le retour à l'emploi :

- après une progression continue depuis 2010 de l'idée selon laquelle « le RSA risque d'inciter les gens à s'en contenter plutôt que de chercher du travail ». **La tendance s'inverse pour la première fois cette année depuis la création du RSA¹³** : la peur d'inciter les bénéficiaires à se contenter de l'allocation - qui reste partagée par près de la moitié des Français - est en recul de 4 points par rapport à 2014. Rappelons qu'à son lancement, le RSA avait eu tendance à revaloriser l'image du dispositif notamment en limitant les craintes des effets pervers de l'aide. La période de grâce n'avait ensuite été que de courte durée. Les peurs des effets déresponsabilisants du dispositif ayant très rapidement et de manière continue gagné du terrain.
- 67% des Français considèrent qu'« il est parfois plus avantageux de percevoir des minima sociaux que de travailler avec un bas salaire », contre 76% en 2014 soit une baisse de -9 points en un an.

Graphique 37– Les minima sociaux ont-ils un effet de désincitatif sur le travail ?
(en %)



* Jusqu'en 2009, la question était formulée à propos du revenu minimum d'insertion (RMI)

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »

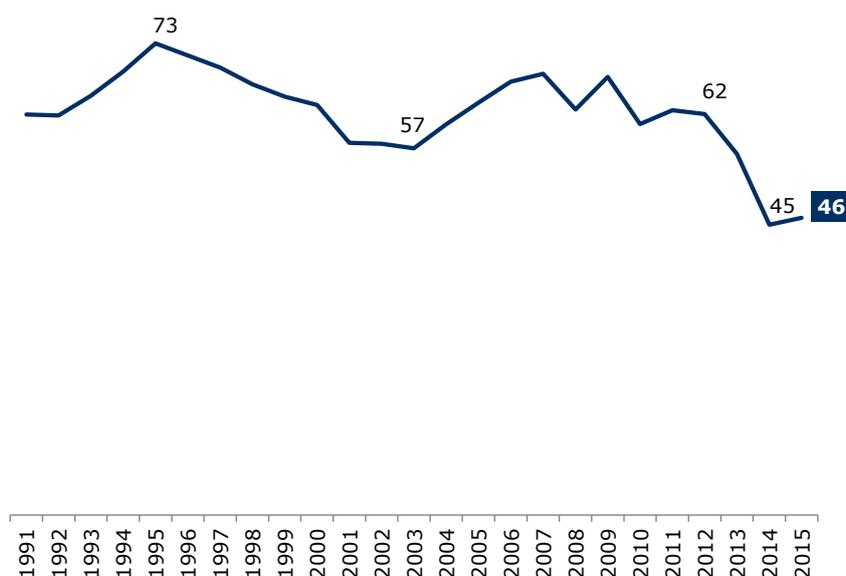
¹³ Jusqu'en 2009, la question était formulée à propos du revenu minimum d'insertion (RMI)

Peut-être peut-on voir dans le recul des critiques sur les potentiels effets pervers du système de protection sociale, une conséquence de la médiatisation, fin 2014, du rapport de la Cour des comptes puis des révélations sur le système d'évasion fiscale mis en place au Luxembourg, qui ont tourné les projecteurs sur les fraudes commises par les hauts revenus et probablement relativisé les critiques portant sur les abus commis au bas de l'échelle sociale.

3. La demande d'action des pouvoirs publics envers les plus démunis n'augmente pas pour autant

Le net regain d'empathie pour les personnes en difficulté ne se traduit pas par une recrudescence de l'opinion en faveur de plus d'intervention publique. Depuis les années 1980 et jusqu'aux années récentes, une majorité de Français considérait comme insuffisantes les aides sociales mises en place par les pouvoirs publics auprès des plus démunis. Les années qui ont suivi la crise de 2008 ont été marquées par une forte remise en cause de l'idée selon laquelle l'intervention de l'Etat devrait investir davantage le champ social et aujourd'hui, **moins de la moitié des Français considèrent que les aides sociales sont insuffisantes** : 46% des répondants estiment que les pouvoirs publics n'en font pas assez pour les plus démunis.

Graphique 38—Une minorité de Français considèrent que les pouvoirs publics devraient agir davantage pour les plus démunis (en %)



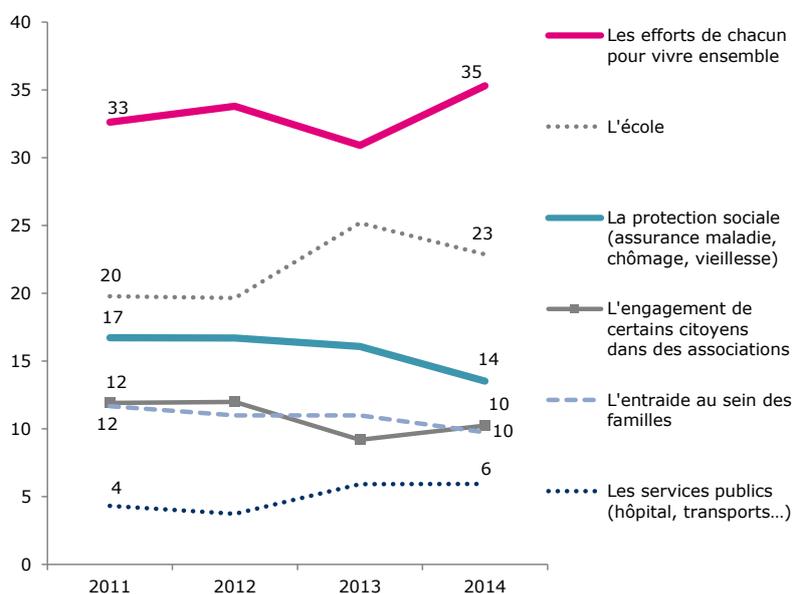
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »

* Question non posée en 1993, 1994, 1996, 1998 et 1999.

Dans le **contexte actuel d'endettement** de l'Etat, les Français sont probablement réticents à voir leurs impôts augmenter pour financer les aides sociales. Rappelons que les Français se sentent en effet très largement perdants de la redistribution : en 2014, 73% d'entre eux considéraient contribuer davantage au système socio-fiscal qu'ils n'en retiraient des avantages¹⁴, et plus de la moitié des Français (54%) citent la diminution du montant de certaines aides sociales comme l'une des pistes prioritaires pour réduire la dépense publique¹⁵.

Finalement, alors que l'on constate une crise de confiance à l'encontre des politiques, des instances hiérarchiques et descendantes, ces résultats suggèrent peut-être le souhait d'un **renouveau des formes de solidarité**, qui pourraient s'exprimer en dehors des institutions publiques, au travers de l'engagement associatif, des formes de solidarité privées ou de nouvelles relations entre individus et pouvoirs publics. Rappelons qu'en 2011, 40 % des Français ont reçu une aide de leurs proches (financière, matérielle ou morale)¹⁶. Et 33% pensent que les individus eux-mêmes sont les principaux acteurs du vivre ensemble.

Graphique 39 – Selon vous, aujourd'hui en France, qu'est-ce qui contribue le plus à renforcer la cohésion sociale ?



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »

¹⁴ BIGOT Régis, CROUTTE Patricia, DAUDEY Emilie, HOIBIAN Sandra, MULLER Jörg, « Début 2014 : ne compter que sur soi », *Note de conjoncture sociétale*, avril 2014.

¹⁵ Baromètre de l'Institut Paul Delouvrier, *Les services publics vus par leurs usagers*, janvier 2015.

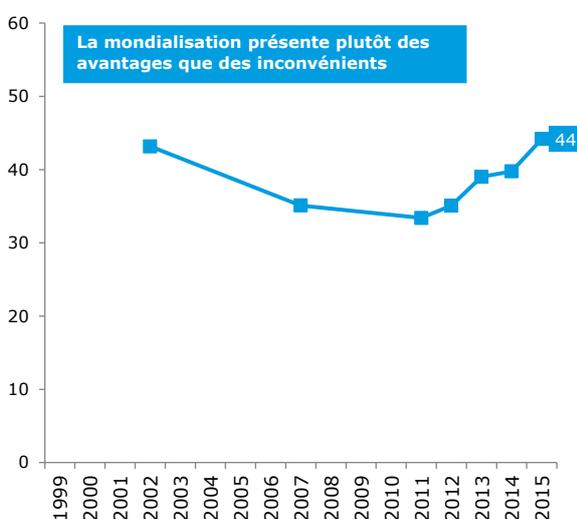
¹⁶ DUEE Michel, NABLI Fella, « Les aides apportées par les proches. Les jeunes bénéficient plus souvent de l'aide de leurs proches », *Insee Première*, n°1498, mai 2014.

4. Dans un contexte où un Français sur deux valorise une forme de libéralisme économique

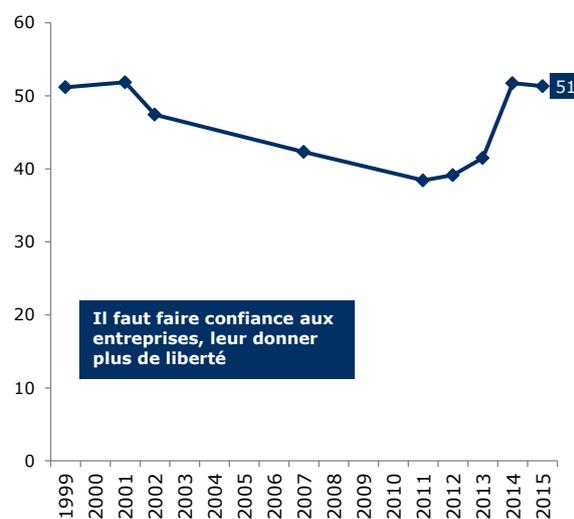
Après les années de crise et une méfiance très forte portée vers les entreprises et les banques, on notait en 2014 un **regain de confiance dans le secteur privé**. Cette confiance ne se dément pas au début 2015, elle est même en partie renforcée. Les avantages de la **mondialisation** sont mis en avant par 45% de la population, alors qu'il y a encore cinq ans, elle était plutôt mal perçue : elle a gagné depuis 2010, +11 points, dont +4 points depuis un an. Dans le même registre, 51% des Français pensent que « pour faire face aux difficultés économiques, il faut faire confiance aux entreprises et leur donner **plus de liberté** » contre 45% qui souhaitent, au contraire, une réglementation plus étroite des entreprises et un contrôle étatique plus important. Cette idée s'est maintenue au niveau enregistré en 2014 : comme l'année dernière, elle divise le corps social en deux parties égales¹⁷.

Graphique 40 – Favoriser la mondialisation, donner plus de liberté aux entreprises

« A votre avis, de façon générale, la mondialisation des échanges présente-t-elle pour notre pays, plutôt des avantages ou plutôt des inconvénients ? »
(en %)



« Pour faire face aux difficultés économiques, pensez-vous qu'il faut faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté ou qu'au contraire, il faut que l'État contrôle les entreprises et les réglemente plus étroitement ? » (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

¹⁷ Le soutien au libéralisme économique progresse légèrement après les attentats : la proportion de personnes souhaitant donner plus de liberté aux entreprises passe ainsi de 49% à 53% (+4 points) au cours du mois de janvier.

V. Poursuite du chemin vers plus de liberté individuelle

Ces dernières années, de nombreuses voix prônant une vision traditionnaliste de la famille et du rôle des hommes et des femmes en son sein se sont fait entendre, à l'occasion notamment du vote de la loi sur le mariage des couples de même sexe en 2013, puis au moment de la polémique autour des « ABCD de l'Égalité ». Nous verrons que ces débats ne traduisent pas un réel mouvement de société. Les Français aspirent au contraire à une société de plus en plus tolérante et ouverte en matière de mœurs, et où hommes et femmes sont moins assignés à des rôles prédéfinis.

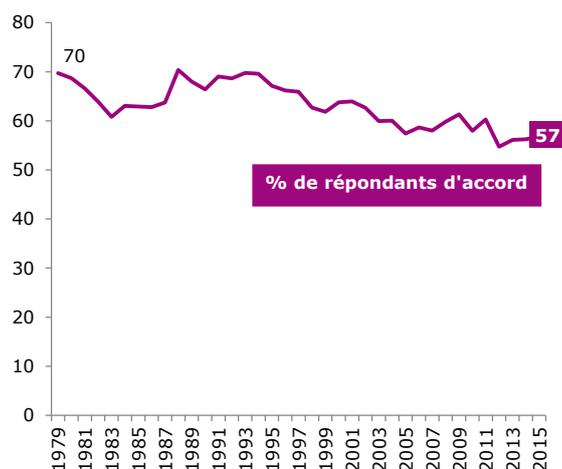
1. La famille : toujours centrale mais plus prédominante

La famille est toujours une des valeurs phares de l'Hexagone. Lorsque l'on demande aux interviewés d'accorder une note à l'importance de la **famille et des enfants**, du travail, et du temps libre, les résultats sont sans équivoque : la famille et les enfants restent centraux dans la vie des Français, c'est une sorte de constante chez nos concitoyens, qui ne se distinguent d'ailleurs pas des habitants des autres pays occidentaux sur ce point. 90% de la population y est hautement sensible (notes 6 et 7) contre 56% pour le travail et 55% pour le temps libre.

Mais **la famille incarne moins que par le passé le refuge idéal** dans lequel tous les problèmes doivent être résolus : sur le long terme, une part décroissante de Français (57% en 2015 contre 70% en 1979) pense que « la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu » (Graphique 41). De même, les Français ont, année après année, une **vision plus souple du mariage**, qui n'est perçu comme une union indissoluble que par 15% de la population en 2015, contre 29% en 1979¹⁸.

¹⁸ Les attentats du début janvier n'ont pas réellement changé la donne en la matière. La proportion de Français qui accordent beaucoup d'importance à la sphère familiale est quasi-identique, et les opinions sur le mariage stables. En revanche, et probablement temporairement, la famille devient un peu plus « le seul endroit où le se sent vraiment bien et détendu » (58% après le 7 janvier contre 55% avant).

Graphique 41 – Êtes-vous d'accord avec l'idée : « La famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu » ? en %



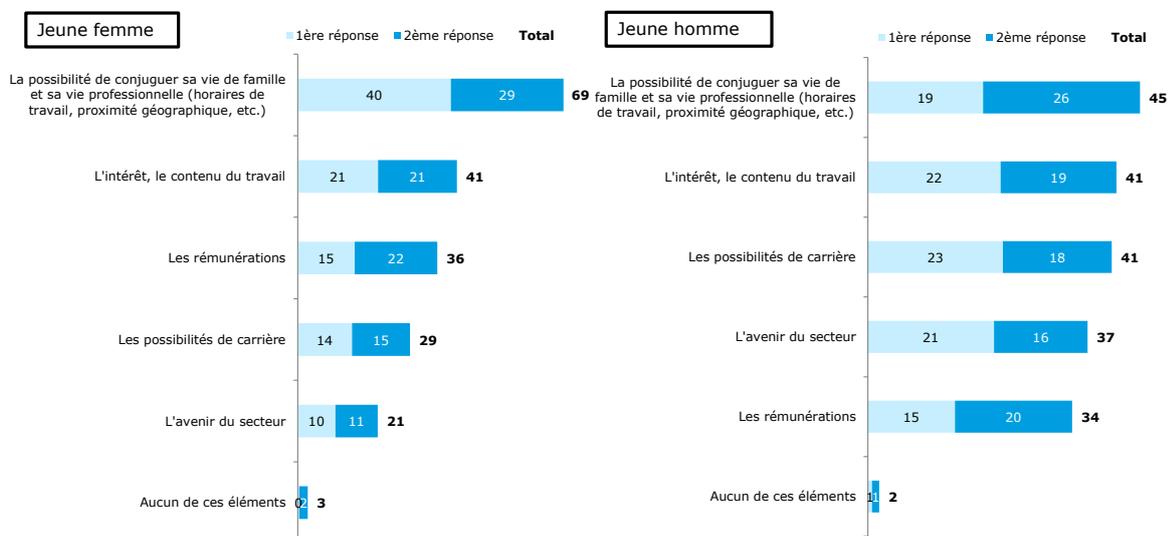
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », 2015

2. La conciliation vie de famille – vie professionnelle : une nécessité pour les femmes, un idéal pour les hommes

La participation des femmes au marché du travail est désormais acquise : trois quarts de nos concitoyens estiment que les femmes devraient pouvoir travailler dès lors qu'elles le désirent (tandis qu'en 1978 les deux tiers de la population ne le considéraient pas forcément souhaitable). Mais derrière cet apparent consensus, subsiste un distinguo fort entre hommes et femmes sur **l'impératif de conjugaison de la vie professionnelle et familiale**. Concilier le temps alloué à ces deux sphères **reste une priorité fortement assignée aux femmes** : c'est de loin le premier conseil donné aux jeunes femmes qui recherchent un emploi (69% des réponses). Les autres critères arrivent loin derrière : le contenu du travail (40%), la rémunération (36%), les possibilités d'évolution (29%) ou le caractère porteur du secteur d'activité (21%). Cependant, cette dimension n'est **pas réservée aux femmes** : 45% des Français estiment aussi que les jeunes hommes demandeurs d'emploi devraient eux aussi y veiller (premier critère devant les autres proposés).

Graphique 42 - Des conseils différents prodigués aux jeunes femmes /hommes dans la recherche d'emploi

« Dans cette liste, quels sont, selon vous, les deux principaux éléments que vous conseilleriez à une jeune homme/femme de prendre en compte lorsqu'il/elle recherche un emploi ? (en %) » - question posée à 1000 Français au sujet d'une jeune femme, et à 1000 Français au sujet d'un jeune homme



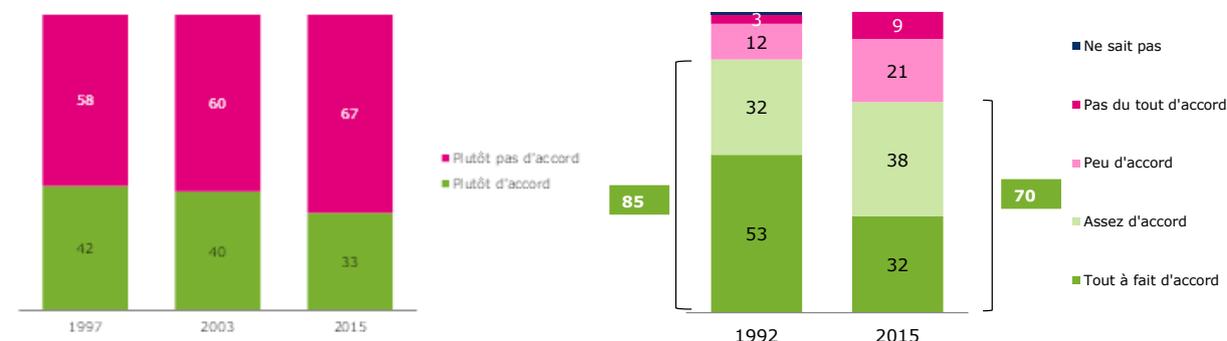
Source : CRÉDOC, enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2015, pour le Ministère du droit des femmes

Les tâches domestiques, de soin et d'éducation des enfants sont toujours en grande partie assurées par les femmes : elles y consacrent en moyenne 4h01 par jour contre 2h13 pour les hommes (INSEE 2010). Et pourtant la société aspire à plus d'égalité entre hommes et femmes : la part des Français estimant qu'il n'est pas normal que l'essentiel des tâches soient assuré par les mères a grimpé de 9 points en 20 ans (de 58% à 67%). Il est aussi intéressant de constater qu'en 2015, **les hommes sont plus nombreux que les femmes à dénoncer un tel déséquilibre** : seuls 30% d'entre eux sont aujourd'hui d'accord avec l'idée que les tâches domestiques doivent être essentiellement assurées par des « mères » (contre 34% des femmes). Le changement des représentations en dix ans a été moins rapide chez les femmes.

Graphique 43 - Les stéréotypes sur les mères reculent

Êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : « Il est normal que les mères assurent l'essentiel des tâches domestiques, de soins et d'éducation des enfants » ? (en %)

« Une mère doit donner la priorité à son jeune enfant plutôt qu'à son activité professionnelle. Êtes-vous d'accord avec cette opinion ? » (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations » pour le Ministère du droit des femmes

Si l'arrivée d'un enfant incombe toujours aux mères, les mentalités semblent toutefois évoluer sur ce plan également. En effet, 70% des Français et des Françaises restent d'accord avec l'idée que les mères doivent donner la priorité à leurs jeunes enfants plutôt qu'à leur activité professionnelle, mais **cette proportion est en diminution** par rapport à 1992 (-15 points sur le «Total d'accord»). Autre signe d'une reconnaissance des inégalités persistantes entre les sexes : quatre Français sur cinq —hommes (83%) et femmes (91%) confondus—, estiment que les **combats** menés pour les droits des femmes sont nécessaires¹⁹.

3. L'approbation des droits accordés aux couples de même sexe progresse

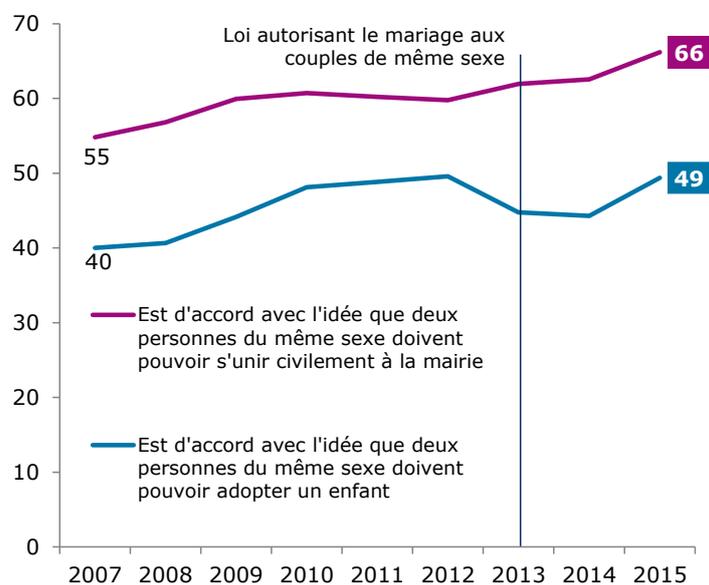
Dernier signe de l'évolution des Français en matière de mœurs : leur opinion à propos des droits accordés aux couples de même sexe. **Près de deux Français sur trois sont d'accord** avec la législation ouvrant aux couples de même sexe la possibilité de se marier. Ce taux est en constante augmentation depuis 2007 et gagne encore **+3 points** cette année.

Le regard des Français face à l'adoption par les couples de même sexe est plus changeant. Les partisans de cette proposition n'étaient que 40% en 2007, puis un peu plus nombreux chaque année jusqu'en 2012 (49%). Mais, à la suite des débats autour du « mariage pour tous », souvent tournés vers la question de la filiation, les Français

¹⁹ Les attentats menés par des fondamentalistes islamistes au début de l'année ont très peu modifié les réponses. Tout juste noterons nous que les Français sont un peu moins nombreux à considérer qu'une mère doit donner la priorité à son jeune enfant plutôt qu'à son activité professionnelle après les attentats 68% qu'avant 71%.

s'étaient montrés plus frileux face à l'adoption (-6 points). Cette année, l'assentiment à l'adoption par des couples de même sexe est revenu à son niveau de 2012²⁰.

Graphique 44 – Le mariage et l'adoption par des couples de même sexe
-Proportion de la population, en%-



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

²⁰ Là encore, les attentats du début de l'année renforcent quelque peu des tendances de progression de la tolérance qui étaient déjà à l'œuvre avant : l'opinion sur le mariage pour tous est inchangée, et la tolérance à l'adoption est plus grande (51%) après qu'avant (48%).

VI. La confiance en mutation

Depuis plusieurs années, on observe une progression, largement commentée par les sciences politiques²¹ de la **défiance dans les institutions**. Plusieurs travaux ont en effet montré (et en particulier chez les jeunes) la montée en puissance de ce que l'on pourrait appeler « **une société de pairs** ». Pendant longtemps la parole publique et la légitimité était l'apanage de partis politiques, de figures d'autorités ou de personnes ayant pour mission de la relayer (médias, syndicats, partis politiques, école, ...). L'essor du numérique, les perspectives de croissance faible, les préoccupations environnementales toujours plus pressantes, le désir de placer l'individu au cœur de la société sont certains des fondements qui favorisent la montée en puissance d'une nouvelle société²² dans laquelle la confiance se déplace vers la multitude d'inconnus, voire d'anonymes valorisés par le web dit « participatif » « collaboratif » (ou « 2.0 »). Nous avons souhaité **affiner ces constats** en interrogeant les Français sur leur confiance dans **plusieurs types d'acteurs**.

1. Les Français font confiance aux associations, aux organismes de protection sociale et aux entreprises

Les référents traditionnels de nos sociétés sont fréquemment considérés comme non fiables alors que d'autres formes d'organisations recueillent de plus en plus de confiance (les associations, les blogs et forums, les sites d'information amateur, etc...). Le classement issu de notre enquête confirme certaines données de la confiance très largement connues :

- Dans son ensemble, la population se montre méfiante à l'égard des **médias**²⁴ (33% de confiants) et du **personnel politique**. Malgré une hausse conséquente par rapport à 2014, le personnel politique est toujours celui qui génère le plus de défiance auprès de nos concitoyens :
 - moins d'une personne sur trois pense que le **gouvernement** peut résoudre les problèmes auxquels est confrontée la France aujourd'hui
 - seuls 19% de nos concitoyens font confiance aux **hommes et femmes politiques**.
- La confiance dans le **monde associatif est très élevée** (82% de la population dit faire confiance aux associations). C'est une constante dans toutes les enquêtes menées par le CRÉDOC ou d'autres organismes.

Mais il en révèle également d'autres plus inédits :

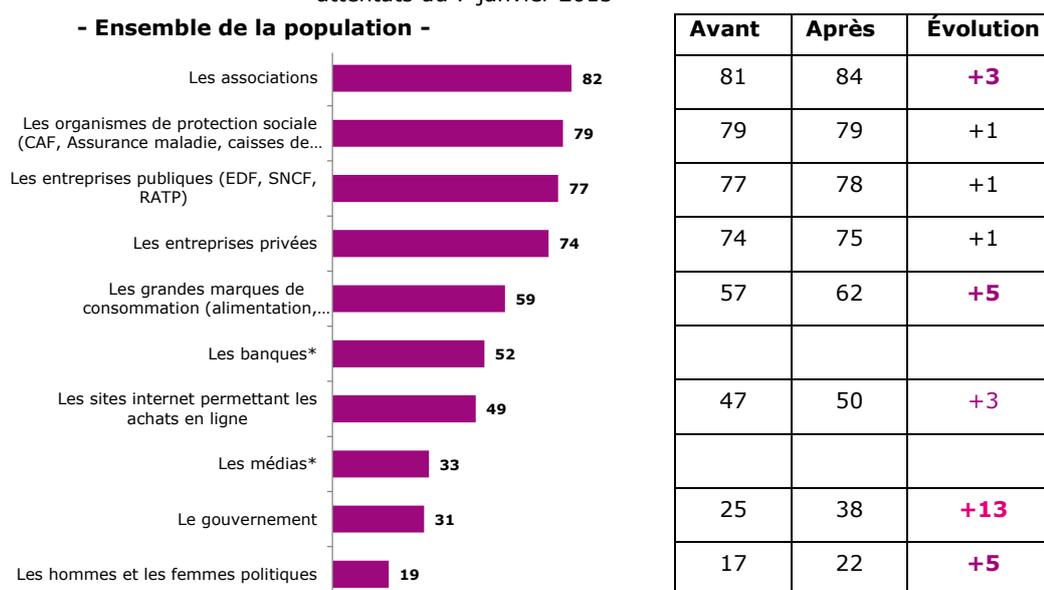
²¹ Daniel BOY et Jean CHICHE, La confiance dans tous ses états, chapitre 4, *La dynamique de la confiance dans les acteurs politiques*, Les cahiers du CEVIPOF, juillet 2011, p.79

²² Emilie DAUDEY et Sandra HOIBIAN, « La société collaborative : mythe et réalités », CREDOC, Cahier de recherche n°313, en cours de publication

- Les institutions référentes de « modèle social français » que sont les **organismes de protection sociale** jouissent, quant à eux, d'un très fort niveau de confiance (79% de confiants), malgré toutes les critiques et réserves que peuvent émettre nos concitoyens à l'égard du modèle social²³.
- **Les entreprises**, qu'elles soient publiques ou privées bénéficient d'un regard bienveillant de nos concitoyens :
 - Les **entreprises publiques** (77% de confiants) sont, selon les Français, dignes d'un peu plus de confiance que le secteur privé dans son ensemble (+3 points) et que les **grandes marques de consommation** (+18 points).
 - Les **banques**²⁴ (52% de confiants) souffrent d'un déficit de confiance par rapport au reste du secteur privé.
 - Les **sites d'achats en ligne** continuent à inquiéter une part importante de la population : seuls un Français sur deux leur font confiance.

Graphique 45 – Avez-vous très, assez, peu ou pas du tout confiance dans... ?

-Cumul des réponses « Très confiance » et « Assez confiance » au total, avant les attentats et après les attentats du 7 janvier 2015-



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », 2015

*Note : question posée en 2014

Le **contexte dramatique du début 2015** semble avoir sensiblement changé le regard porté par nos concitoyens sur leur société. Si, le gouvernement, les hommes politiques, la police ont vraisemblablement profité d'un regain de confiance, cette plus grande légitimité donnée aux acteurs institutionnels semble avoir rejailli sur de nombreux autres types d'organisme. En particulier les **grandes entreprises de consommation** ont,

²³ Sandra Hoibian, Le modèle social à l'épreuve de la crise, Collection des rapports n°312, <http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R312.pdf>

²⁴ Mesuré en 2014

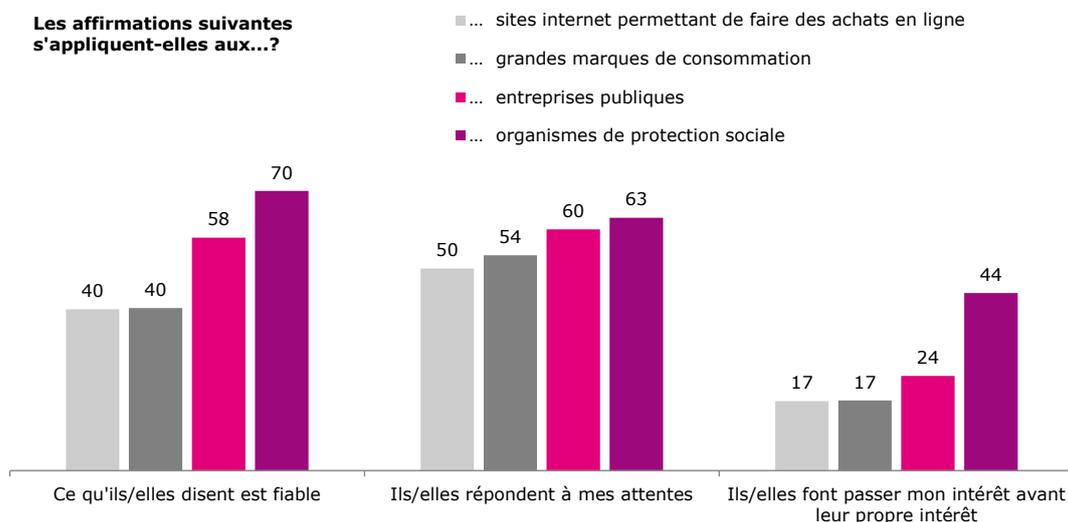
elles-aussi gagné en crédibilité (+5 points au cours du mois de janvier). Peut-être faut-il également y voir une forme de soutien au modèle capitaliste des sociétés occidentales remis en cause par de nombreux fondamentalistes ?

2. Les ressorts de la confiance

Nous avons cherché à aller un peu plus loin pour comprendre les déterminants de la hiérarchie opérée par les Français (Graphique 46) pour quatre type d'acteurs (entreprises privées, grandes marques de consommation, entreprises publiques et organismes de protection sociale).

Premier constat, sur les trois critères proposés, on retrouve **toujours le même palmarès** : les organismes de protection sociale sont toujours mieux évalués que les entreprises publiques, suivies des grandes marques de consommation et en bout de course des sites internet d'achat en ligne. **Y compris sur des critères où l'on aurait pu s'attendre à une prime au secteur privé comme « le fait de répondre à ses attentes »** : 54% des Français estiment ainsi que les grandes marques de consommation répondent à leurs attentes, contre 63% pour les organismes de protection sociale.

Graphique 46 – Les composantes de la confiance, en %



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », 2015

Deuxième enseignement : toutes les entités sont mal évaluées quant à leur capacité à privilégier l'intérêt **de leurs usagers/clients avant le leur**. Une petite minorité de Français accordent cette aptitude aux organismes privés (17%), une part à peine plus

élevée aux entreprises publiques (24%), et même si les acteurs du champ social jouissent d'une meilleure image en la matière, seuls 44% des Français estiment qu'ils placent l'intérêt général avant leur intérêt propre.

Dernier point, une très nette dichotomie s'observe entre acteurs publics et privées quant à la fiabilité de **la parole donnée** : celle des organismes publics est jugée fiable, tandis que celle des acteurs du privé beaucoup moins.

3. Des mécanismes de confiance renouvelés chez les jeunes générations

Les jeunes n'ont pas les mêmes référents que leurs aînés. Ils sont encore **plus défiants vis-à-vis des médias et du personnel politique** que les seniors. Et cette défiance envers le personnel politique est probablement une des raisons du faible engagement des jeunes dans les partis politiques traditionnels (2% des moins de 25 ans sont adhérents contre 6,5% des seniors) parmi d'autres (préférences pour un engagement plus souple et situationnel, etc.)²⁵. Mais là où l'écart avec leurs aînés est le plus spectaculaire, c'est lorsqu'on les interroge sur leur confiance dans les **sites internet qui permettent les achats en ligne** : 64% des 18-39 ans leur font confiance contre 30% des 60 ans et plus (34 points d'écart).

De récents travaux du CRÉDOC²⁶ ont montré que chez les jeunes de moins de 25 ans, la proportion d'individus **confiants dans les avis, évaluations et commentaires** émis par leurs pairs sur internet est de 57% alors qu'elle chute à 22% chez les 70 ans et plus (Graphique 48). Enfin, les jeunes accordent plus de crédit aux groupes émanant de la société civile (les **associations**) qu'aux institutions plus traditionnelles que sont les organismes de protection sociale et les entreprises publiques.

Les nouvelles générations sont donc de plus en plus enclines à se fier à leurs pairs et à favoriser les **relations horizontales entre particuliers** au détriment des liens verticaux hiérarchiques traditionnels. C'est probablement une des clés de l'essor fulgurant et probablement inachevé de ce qu'on appelle la **société collaborative**, c'est-à-dire le développement de multiples comportements plaçant l'individu au cœur de l'action : covoiturage, revente et achat de biens d'occasion sur internet, participation à des forums d'échange d'information²⁷....

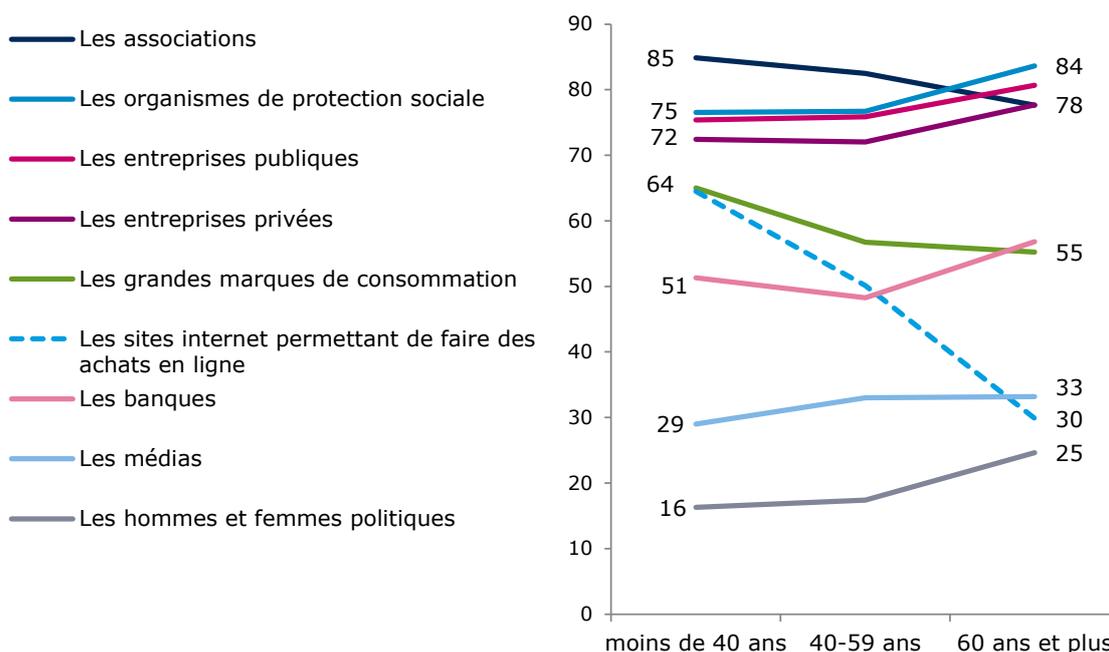
²⁵ Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2015

²⁶ Emilie DAUDEY et Sandra HOIBIAN, « La société collaborative : mythe et réalité », CREDOC, Cahier de recherche n°313, à paraître

²⁷ idem.

Graphique 47 – Les jeunes ont plus confiance dans leurs pairs que les seniors

Cumul des réponses « Très confiance » et « Assez confiance » -

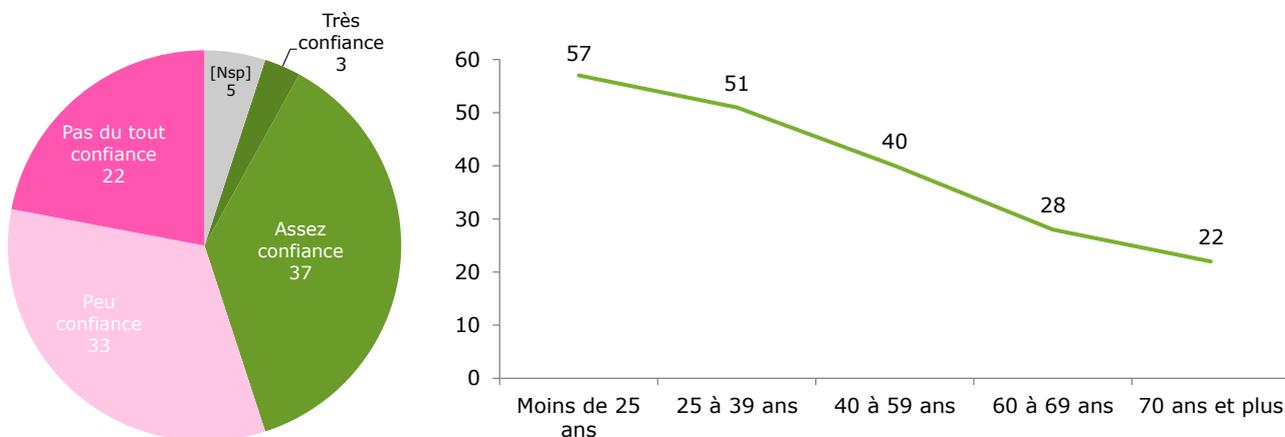


Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », 2015

Graphique 48 - La confiance dans les notes, évaluations et commentaires sur internet par âge, en %

-Ensemble de la population-

Détail par âge - Total « Très » et « Assez confiant »



Source : CRÉDOC, enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2014

Annexe 1 : Les préoccupations des Français à travers le temps

Tableau 2- Les préoccupations des Français à travers le temps

« Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ? » - Cumul des deux premières réponses (en %)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Évolution 2015 vs 2014
Le chômage	27	38	44	52	49	52	52	48	44	36	27	24	26	28	25	30	24	22	33	37	40	46	50	55	48	-7
La violence et l'insécurité	23	20	16	20	22	18	25	29	33	27	38	48	35	32	31	28	29	26	21	22	27	23	28	24	31	+7
Les maladies graves	28	28	29	26	30	29	26	28	30	33	38	31	30	39	33	29	32	33	33	32	29	32	28	26	25	-1
La pauvreté en France	16	16	20	22	28	25	25	23	24	25	21	19	22	24	28	32	32	32	32	29	31	31	23	28	25	-3
L'immigration	16	16	14	14	14	13	13	14	11	9	8	10	13	11	10	11	12	11	6	7	7	6	8	12	15	+3
La pauvreté dans le monde	15	18	19	16	17	18	16	18	19	21	17	17	18	18	23	23	22	21	25	26	20	18	21	13	15	+2
La dégradation de l'environnement	12	12	11	8	7	8	8	10	8	13	18	14	15	14	17	19	19	25	16	19	17	16	14	13	14	+1
Les tensions internationales	16	9	9	7	7	4	5	4	5	7	6	10	20	12	12	8	11	13	15	9	9	10	9	7	13	+6
La drogue	37	34	30	28	21	24	22	20	22	23	21	21	12	14	14	10	11	9	9	11	10	7	10	9	6	-3
Les conflits sociaux	4	3	3	3	4	7	5	3	4	4	4	5	5	6	4	6	5	6	7	4	7	5	6	7	6	-1
L'Europe	6	6	6	2	2	2	3	2	1	2	2	1	2	3	3	4	3	2	2	3	2	5	3	4	3	-1

Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Note : le total en colonne dépasse 100%, car les enquêtés pouvaient choisir deux sujets. Lecture : la dernière colonne Δ calcule la variation entre 2013 et 2014.

Annexe 2 : L'espace des opinions

Réalisée depuis trente-sept ans, l'enquête « *Conditions de vie et aspirations des Français* » permet d'analyser, dans la durée, l'évolution de l'état de l'opinion et d'en repérer les grandes tendances grâce au suivi d'un grand nombre de variables.

Seize de ces variables sont posées à l'identique depuis 1979 et elles servent à construire « **L'Espace Général des Opinions des Français** »²⁸. La particularité de cette analyse est qu'elle repose sur des variables qui ne se réfèrent pas à des situations objectives des enquêtés, mais qui correspondent plutôt à des **perceptions et des opinions**. Il s'agit, d'une part, d'informations concernant la perception que les Français ont de leurs conditions de vie **personnelles** (santé, cadre de vie, satisfaction vis-à-vis de son niveau de vie ou de son budget...) et, d'autre part, de jugements **généraux** qu'ils portent sur des grands sujets de société (tels que la justice, les découvertes scientifiques, la famille, le mariage, les transformations sociétales).

Ces seize questions²⁹ sont les variables actives d'une analyse des correspondances multiples sur l'ensemble de la période. Plus de 74 000 individus – interrogés lors des 37 années de recueil – sont concernés par cette analyse, dont le premier plan factoriel constitue *l'Espace Général des Opinions des Français*. Les deux premiers axes factoriels, à savoir l'axe de « satisfaction/insatisfaction » d'une part et l'axe de « modernisme / traditionalisme » d'autre part (Graphique A1), délimitent quatre zones d'opinions très marquées (ou quadrants).

Le premier axe : Satisfaction /Insatisfaction

Le **premier axe** (horizontal) oppose, d'un côté, les individus insatisfaits de leurs conditions de vie personnelles et mécontents du fonctionnement de la société à ceux qui, de l'autre côté, témoignent d'une satisfaction générale. Tous les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, maux, état de santé), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinions sur la justice, sur les transformations sociétales,...) sont corrélés entre eux. **Il existe donc une propension à être systématiquement satisfait ou insatisfait**, aussi bien de ses conditions de vie personnelles que de celles de l'ensemble des Français, de son état de santé que du fonctionnement de la société.

²⁸ On trouvera la liste des variables retenues page suivante.

²⁹ Les travaux réalisés par le CREDOC ont, en effet, montré la relative stabilité, depuis début 1979, de la structure de ces opinions. Voir, en particulier, « *L'Espace des Opinions des Français – 19 ans d'observations* », Cahier de Recherche du CREDOC, n° 122, octobre 1998. Cette relative stabilité se confirme une nouvelle fois cette année.

A droite du Graphique A1 se trouve la zone dite de "satisfaction", où règne un relatif optimisme : on y pense que son niveau de vie personnel et celui de l'ensemble des Français vont mieux depuis dix ans et que les conditions de vie personnelles vont rester semblables ou s'améliorer dans les cinq années à venir. Les individus de cette zone ne s'imposent pas de restrictions sur leur budget ; ils jugent par exemple supportables leurs charges de logement. Ils ne croient pas que la société française a besoin de se réformer et estiment que la justice fonctionne bien dans notre pays.

A l'inverse, à gauche de cette même carte, se regroupent les individus "mécontents" qui se plaignent d'une dégradation de leur niveau de vie et qui anticipent, également, une détérioration de leurs conditions de vie futures. Ces individus ne sont satisfaits ni de leur état de santé (déclarant, au passage, de nombreuses douleurs psychosomatiques), ni de leur cadre de vie. Ils font face à des dépenses de logement lourdes et doivent régulièrement s'imposer des restrictions. Leur critique à l'égard du fonctionnement de la justice est aussi plus insistante et ils souhaitent, plus fréquemment, imposer à la société française des réformes radicales.

Le deuxième axe : Traditionalisme/Modernisme

Le **deuxième axe** se résume, pour l'essentiel, à l'opposition entre modernisme et traditionalisme en matière de mœurs ; il se détermine, au premier chef, à partir des opinions émises sur la famille, le mariage et le travail des femmes (ces trois variables contribuant pour les deux-tiers à la constitution de cet axe factoriel). **En haut de la carte se projettent les individus ayant des opinions qu'on peut qualifier de « modernistes » en matière de mœurs** : ils pensent que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que le mariage peut être dissous par simple accord des deux parties et que les femmes peuvent travailler selon leur bon plaisir.

Mais on notera que figurent également dans cette zone les individus **les plus confiants** quant à leurs conditions de vie à venir : le modernisme en matière de mœurs va de pair, désormais, avec une confiance en l'avenir plus marquée.

A l'inverse, au Sud du graphique, on trouve les individus qu'on peut qualifier de « traditionalistes » qui estiment que le mariage est une union indissoluble, qui érigent la famille en valeur refuge et restent réticents à l'activité féminine : selon eux, les femmes ne doivent travailler que si la famille ne s'en sort pas avec un seul salaire et, de toute façon, elles ne doivent jamais exercer une activité lorsqu'elles ont des enfants en bas âge. On trouve aussi, ici, les individus qui délèguent au médecin la responsabilité de leur état de santé.

Liste des seize variables actives de l'analyse

1. EVOLUTION RESSENTIE DU NIVEAU DE VIE PERSONNEL AU COURS DES DIX DERNIERES ANNEES.
2. EVOLUTION RESSENTIE DU NIVEAU DE VIE DES FRANÇAIS AU COURS DES DIX DERNIERES ANNEES.
3. EVOLUTION ATTENDUE DE SES CONDITIONS DE VIE DANS LES CINQ PROCHAINES ANNEES.
4. SENTIMENT DE DEVOIR S'IMPOSER DES RESTRICTIONS SUR CERTAINS POSTES DE SON BUDGET.
5. OPINION SUR SON CADRE DE VIE QUOTIDIEN.
6. OPINION SUR LES DEPENSES DE LOGEMENT (ARRIVE A Y FAIRE FACE OU PAS).
7. SATISFACTION VIS-A-VIS DE SON ETAT DE SANTE PERSONNEL.
8. SOUFFRANCE DE SYMPTOMES OU MAUX DE SOCIETE (INDICATEUR SYNTHETIQUE DU NOMBRE DE MAUX DONT ON SOUFFRE, PARMIS LES SUIVANTS : MAUX DE TETE, MAL DE DOS, NERVOSITE, ETAT DEPRESSIF, INSOMNIES).
9. ACCORD AVEC L'IDEE : "LA FAMILLE EST LE SEUL ENDROIT OU L'ON SE SENTE BIEN ET DETENDU".
10. OPINION SUR LE MARIAGE : INDISSOLUBLE/DISSOUT SI PROBLEME GRAVE/DISSOUT SI ACCORD.
11. OPINION SUR LE TRAVAIL DES FEMMES.
12. OPINION CONCERNANT L'EFFET DES DECOUVERTES SCIENTIFIQUES EN MATIERE D'AMELIORATION DE LA VIE QUOTIDIENNE.
13. OPINION SUR LES TRANSFORMATIONS DE LA SOCIETE (REFORMES RADICALES OU NON).
14. OPINION SUR LA JUSTICE.
15. ACCORD AVEC L'IDEE : "LE MAINTIEN EN BONNE SANTE EST L'AFFAIRE DES MEDECINS".
16. ACCORD AVEC L'IDEE : "ON EST MIEUX SOIGNE QUAND ON A DE L'ARGENT ET DES RELATIONS".

